

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 127 N° 5	TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI					Mahana 15 no Fepuare 1978
Cours Franc Pacifique	Polynésie française	France et territoires français d'outre-mer		Etranger		Annonces et avis :
		Voie maritime	Voie aérienne	Voie maritime	Voie aérienne	
Prix d'un exemplaire	100	120	150	130	180	Annonces judiciaires, commerciales et annonces diverses : la ligne 100 fr.
Abonnement : six mois	1.200	1.440	1.800	1.560	2.160	Les mêmes renouvelées : la ligne 40 fr.
un an	2.200	2.680	3.400	3.000	4.120	Publications de sociétés philanthro- piques, littéraires, scientifiques, spor- tives, coopératives, syndicales, etc... la ligne 70 fr.

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'imprimerie et sont payables d'avance - C.C.P. N° 1139
Les annonces doivent parvenir à l'imprimerie au plus tard 6 jours ouvrables avant la parution du Journal - B.P. N° 117.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

	Pages
1977 19 déc. Décret n° 77-1417 relatif au recensement des votes et au contentieux des élections à l'assemblée territoriale de Polynésie française. (Arrêté de promulgation n° 381 AA du 26 janvier 1978)	123
28 déc. Loi n° 77-1446 modifiant l'article L. 167-1 du code électoral. (Arrêté de promulgation n° 382 AA du 26 janvier 1978)	124
1978 4 janv. Loi n° 78-9 modifiant le titre IX du livre III du code civil. (Arrêté de promulgation n° 383 AA du 26 janvier 1978)	125
23 janv. Décret n° 78-66 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des députés représentants à l'Assemblée nationale des territoires de la Polynésie française et des îles Wallis et Futuna. (Arrêté de promulgation n° 388 AA du 25 janvier 1978)	131

TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

1977 23 déc. Arrêté interministériel autorisant l'office des postes et télécommunications de la Polynésie française à recourir à l'emprunt. (J.O.R.F. du 28 décembre 1977, page 6208)	132
---	-----

1977 28 déc. Loi n° 77-1447 portant réforme du titre IV du livre 1er du code civil : Des absents. (J.O.R.F. du 20 janvier 1978, page 428). (Rectificatif)	133
1978 4 janv. Loi n° 78-9 modifiant le titre IX du livre III du code civil. (J.O.R.F. du 15 janvier 1978, page 378). (Rectificatif)	133
24 janv. Citation à l'ordre de la Nation. (J.O.R.F. du 25 janvier 1978, page 492)	133
Avis relatif aux épreuves des certificats d'études économiques, juridiques et comptables du diplôme d'études comptables supérieures (session 1978). (J.O.R.F. du 3 janvier 1978, page 64)	133
Avis relatif aux épreuves des certificats supérieurs des diplômes d'expertise et de gestion comptables (session de 1978). (J.O.R.F. du 3 janvier 1978, page 51)	134
5 janv. Décret portant acquisition de la nationalité française. (Extraits)	134

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1978 19 janv. Arrêté n° 271 AA rendant exécutoire la délibération n° 77-136 du 22 décembre 1977 de l'assemblée territoriale portant modification de la délibération n° 75-41 du 14 février 1975 de l'assemblée territoriale portant réglementation des baux à usage commercial, artisanal et industriel	134
---	-----

- 19 janv. Arrêté n° 272 AA rendant exécutoire la délibération n° 77-141 du 29 décembre 1977 de l'assemblée territoriale modifiant les dispositions des articles 1 et 2 de la décision n° 60 DOM du 26 août 1977 portant concession temporaire d'un emplacement de domaine public maritime à Fānui - Bora-Bora, à la société Club de Bora-Bora . . . 135
- 20 janv. Arrêté n° 46 AE portant approbation du budget de l'exercice 1978 de la caisse de soutien des prix du coprah . . . 135
- 20 janv. Décision n° 48 DOM autorisant l'acquisition par le territoire d'une parcelle de la terre Pautaukua 2 de 2.470 m², sise à Hakahau - Ua Pou, nécessaire à la création d'un C.E.S. . . . 136
- 20 janv. Décision n° 49 DOM autorisant l'acquisition par le territoire de deux parcelles de terrains à Papara . . . 136
- 20 janv. Décision n° 50 DOM autorisant un échange de terrains à Avera (Raïatea) entre le territoire et M. Louis Bégon, nécessaire à la rectification de la route de ceinture . . . 137
- 20 janv. Décision n° 53 AA autorisant le territoire de la Polynésie française à défendre devant le conseil du contentieux administratif ou toute autre juridiction dans l'affaire : Association La Ora Te Natura . . . 137
- 20 janv. Décision n° 54 AA autorisant le territoire de la Polynésie française à défendre devant le conseil du contentieux administratif ou toute autre juridiction dans l'affaire : Mme Tehei Edwige . . . 137
- 20 janv. Arrêté n° 57 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association sportive "Les Jeunes Tahitiens" . . . 137
- 20 janv. Arrêté n° 310 DOM autorisant la vente par l'office des postes et télécommunications au profit du ministère de la défense (DIAP-CEP) d'un terrain sis à Taravao . . . 138
- 23 janv. Décision n° 58 DOM autorisant un échange de terrains à Uturoa (Raïatea) entre le territoire et Mme Jean Boubée nécessaire à la rectification de la route de ceinture . . . 138
- 23 janv. Arrêté n° 320 AA rendant exécutoire la délibération n° 77-143 du 29 décembre 1977 de l'assemblée territoriale portant imposition au tarif immobilier des cessions d'actions ou de parts d'intérêts des sociétés immobilières . . . 139
- 23 janv. Arrêté n° 321 AA rendant exécutoire la délibération n° 77-144 du 29 décembre 1977 de l'assemblée territoriale modifiant et complétant l'article 92, paragraphe 2, 5° de l'arrêté du 15 novembre 1873 . . . 139
- 24 janv. Arrêté n° 63 PECHE ouvrant la pêche des trocas dans les lagons des communes de Punaauia, Paea et Papara . . . 140
- 24 janv. Arrêté n° 64 AE portant agrément de la S.A. R.L. "Punaruu Agrégats" au code des investissements de la Polynésie française pour son activité d'extraction et de concassage . . . 140

- 24 janv. Arrêté n° 65 AE portant agrément de la S.A. "Tahiti Agrégats" au code des investissements de la Polynésie française pour son activité d'extraction et de concassage . . . 141
- 24 janv. Arrêté n° 66 AE portant agrément de la S.A. "Chimecal" au code des investissements de la Polynésie française de son activité de fabrication de mousse polyester en blocs et en flocons . . . 141
- 24 janv. Arrêté n° 67 AE portant agrément de la S.A. "Huilerie de Tahiti" au code des investissements de la Polynésie française pour son programme d'extension d'activité destiné à la fabrication d'huile de table et de crèmes solaires . . . 142
- 24 janv. Arrêté n° 335 FT accordant une subvention au Musée de Tahiti et des îles . . . 142
- 25 janv. Arrêté n° 352 AA rendant exécutoire la délibération n° 77-137 du 22 décembre 1977 de l'assemblée territoriale portant transformation de l'école d'agriculture d'Opunohu en collège agricole d'Opunohu relevant de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 . . . 142
- 26 janv. Arrêté n° 392 PECHE/AM accordant l'autorisation de pêcher dans les eaux territoriales à un thonier appâté de la commission interaméricaines du thon tropical . . . 143
- 27 janv. Arrêté n° 399 AA/FT rendant exécutoire la délibération n° 78-9 du 21 janvier 1978 de l'assemblée territoriale, portant approbation du budget du territoire pour l'exercice 1978 . . . 143
- 2 fév. Arrêté n° 452 AA portant création de la commission de propagande chargée d'assurer l'envoi et la distribution des documents électoraux pour les élections législatives des 12 et 26 mars 1978 . . . 144
- 2 fév. Arrêté n° 458 AA fixant la composition de la commission chargée de proposer les tarifs d'impression des documents électoraux pour les élections législatives des 12 et 26 mars 1978 . . . 145
- 3 fév. Décision n° 87 AE relative aux prix de vente des œufs locaux à Tahiti et Moorea . . . 145
- 6 fév. Arrêté n° 519 AA déclarant close la session ordinaire, dite session budgétaire de l'assemblée territoriale de la Polynésie française . . . 146

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE DES ILES DU VENT

- 1978 23 janv. Décision n° 331 IDV/AU autorisant le lotissement "Mōanarama" à Mahina (1ère tranche) . . . 146

AVIS OFFICIELS

- Service des douanes.— Cours des changes. . . 147
- Service de l'aménagement et de l'urbanisme.— 1) Demande d'autorisation de lotir une parcelle de la terre Maramaitiotia, sise à Papeete, quartier Sainte Amélie . . . 147
- 2) Rectificatif à l'avis n° 78-2 du 20 janvier 1978 publié au Journal officiel du 31 janvier 1978, page 80 . . . 147

Enquêtes de commodo et incommodo :

- M. Mu Yves Elia (Fetuna-Raiatea)	147
- Société Bomatec (Papeete)	147
- Mme Andrée Tehahe épouse Grojant (Uturoa-Raiatea)	148
- M. Léo Wong (Faaa)	148
- M. Emmanuel Lou (Fautaua)	148
- M. Frank Cauvin (Tautira)	148
- M. Heo Moun Heou Then Fat (Papenoo)	149

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires	149
Annonces diverses	151

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE n° 0381 AA du 26 janvier 1978 promulguant un acte du pouvoir central.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 64 ;

Le conseil de gouvernement informé en séance du 25 janvier 1978,

Arrête :

Article 1er.— Est promulgué dans le territoire pour y être exécuté selon ses forme et teneur le décret n° 77-1417 du 19 décembre 1977 relatif au recensement des votes et au contentieux des élections à l'assemblée territoriale de Polynésie française.

J.O.R.F. n° 299 des 25, 26, 27 décembre 1977, page 6163.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

DECRET n° 77-1417 du 19 décembre 1977 relatif au recensement des votes et au contentieux des élections à l'assemblée territoriale de Polynésie française.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 45-1962 du 30 août 1945 fixant dans les territoires d'outre-mer les modalités des opérations relatives aux élections prévues par l'ordonnance du 22 août 1945 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

TITRE Ier

Recensement des votes.

Article 1er.— La commission de recensement général des votes, instituée par l'article 30 de la loi susvisée du 12 juillet 1977, comprend :

Un magistrat désigné par le président du tribunal supérieur d'appel, président ;

Un membre désigné par la même autorité parmi les magistrats en fonctions dans le territoire ;

Un fonctionnaire désigné par le haut-commissaire ; ce fonctionnaire assure le secrétariat de la commission.

Les membres de la commission sont nommés par arrêté du haut-commissaire publié au *Journal officiel* du territoire. La commission est installée quatre jours au moins avant la date du scrutin. Elle siège à Papeete. Sa compétence s'étend à l'ensemble du territoire.

Art. 2.— Immédiatement après le dépouillement du scrutin, chaque président de bureau de vote transmet le procès-verbal des opérations électorales et les pièces annexées au président de la commission de recensement. Celle-ci établit un procès-verbal de ses opérations. Les résultats du scrutin sont proclamés par le président de la commission qui adresse immédiatement tous les procès-verbaux et l'ensemble des pièces au haut-commissaire.

TITRE II

Contentieux des élections.

Art. 3.— Lorsque la protestation formée contre l'élection d'un membre de l'assemblée territoriale de Polynésie française par un électeur de la circonscription, par un candidat ou par un membre de l'assemblée territoriale, conformément à l'article 33 de la loi susvisée du 12 juillet 1977, a été consignée dans le procès-verbal des opérations électorales, ce procès-verbal doit être transmis dès réception par le haut-commissaire au greffe du conseil du contentieux.

Les protestations peuvent également être déposées audit greffe dans le mois de l'élection.

Le recours qui peut être formé par le haut-commissaire conformément à l'article 33 de la loi susvisée du 12 juillet 1977 doit être déposé au greffe du conseil du contentieux dans les quinze jours qui suivent le jour où il a reçu les procès-verbaux des opérations électorales.

Le président du conseil du contentieux notifie la protestation dans les trois jours de son enregistrement au membre de l'assemblée territoriale proclamé élu qui est avisé en même temps qu'il a un mois pour tout délai à l'effet de déposer sa défense au greffe du conseil du contentieux et faire connaître s'il entend ou non user du droit de présenter des observations orales.

Il est donné récépissé soit des protestations déposées au greffe, soit des défenses.

Art. 4.— Le conseil du contentieux prononce sa décision dans le délai de trois mois à compter de l'enregistrement de la réclamation au greffe ; la décision est notifiée dans les huit jours à partir de sa date au haut-commissaire et aux parties intéressées.

S'il intervient une décision ordonnant une preuve, le conseil du contentieux doit statuer définitivement dans les deux mois à partir de la date de cette décision.

Dans le cas prévu à l'article 5 ci-après, le conseil du contentieux doit statuer dans le délai d'un mois, à compter du jour où le jugement sur la question préjudicielle est devenu définitif.

Art. 5.— Lorsqu'une réclamation implique la solution d'une question préjudicielle, le conseil du contentieux renvoie les parties à se pourvoir devant les juges compétents et la partie doit justifier de ses diligences dans le délai de quinzaine; à défaut de cette justification, il est passé outre, et la décision du conseil du contentieux doit intervenir dans le délai d'un mois à partir de l'expiration de ce délai de quinzaine.

Art. 6.— Le recours au Conseil d'Etat contre la décision du conseil du contentieux est ouvert soit au haut-commissaire, soit aux parties intéressées. Il doit, à peine de nullité, être déposé au secrétariat du haut-commissaire dans le délai d'un mois à partir de la notification de la décision. Le haut-commissaire donne immédiatement, par voie administrative, connaissance du recours aux parties intéressées, en les prévenant qu'elles doivent lui faire parvenir leurs défenses dans un délai de quinze jours.

Le haut-commissaire, aussitôt ce nouveau délai expiré, transmet dans les cinq jours au ministre chargé des territoires d'outre-mer, le recours, les défenses s'il y a lieu, le procès-verbal des opérations électorales, la liste qui a servi aux émargements, une expédition de la décision attaquée et toutes les autres pièces visées dans ladite décision; il y joint son avis motivé. Le ministre chargé des territoires d'outre-mer adresse l'ensemble de ces documents au Conseil d'Etat.

Les délais pour la constitution d'un avocat et pour la communication au ministre chargé des territoires d'outre-mer sont d'un mois pour chacune de ces opérations.

Les dispositions contenues dans les alinéas 1er à 4 de l'article 16 de la loi du 10 août 1871, modifiée par la loi du 31 juillet 1875, sont applicables à l'instruction et au jugement des recours portés devant le Conseil d'Etat.

Art. 7.— Les réclamations devant le conseil du contentieux sont dispensées de l'intervention d'un mandataire ou d'un défenseur.

Art. 8.— Faute d'avoir statué dans les délais fixés par les articles 4 et 5 ci-dessus, le conseil du contentieux est dessaisi. Le greffier en informe le haut-commissaire et les parties intéressées en leur faisant connaître qu'elles ont un délai d'un mois pour se pourvoir devant le Conseil d'Etat.

Art. 9.— Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 décembre 1977.

Par le Premier ministre :

Raymond BARRE.

Le ministre de l'intérieur,

Christian BONNET.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Alain PEYREFITTE.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur
(Départements et territoires d'outre-mer),

Olivier STIRN.

ARRETE n° 382 AA du 26 janvier 1978 promulguant
un acte du pouvoir central.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 64 ;

Le conseil de gouvernement informé en séance du 25 janvier 1978,

Arrête :

Article 1er.— Est promulguée dans le territoire pour y être exécutée selon ses forme et teneur :

- la loi n° 77-1446 du 28 décembre 1977 modifiant l'article L. 167-1 du code électoral.

(J.O.R.F n° 301 du 29 décembre 1977, page 6215).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

LOI n° 77-1446 du 28 décembre 1977 modifiant l'article L. 167-1 du code électoral.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er.— Le I de l'article L. 167-1 du code électoral est remplacé par les dispositions suivantes :

« I.— Les partis et groupements peuvent utiliser les antennes de la radiodiffusion-télévision française pour leur campagne en vue des élections législatives. Chaque émission est diffusée simultanément par les sociétés nationales de télévision et de radiodiffusion.

Art. 2.— Au III de l'article L. 167-1 du code électoral, les mots : « antennes de l'Office de radiodiffusion-télévision française », sont remplacés par les mots : « antennes de la radiodiffusion française ».

Art. 3.— I. — Le IV de l'article L. 167-1 du code électoral est remplacé par les dispositions suivantes :

« IV.— Les horaires des émissions et les modalités de leur réalisation sont fixés, après consultation des conseils d'administration des sociétés nationales de télévision et de radiodiffusion par une commission composée ainsi qu'il suit :

« — un président de section au Conseil d'Etat ou un conseiller d'Etat, président ;

« — un conseiller à la Cour de cassation ;

« — un conseiller maître à la Cour des comptes.

« Les membres de la commission, qui peuvent être soit en activité, soit à la retraite, sont désignés respectivement par l'assemblée générale du Conseil d'Etat, l'assemblée générale de la Cour de cassation, la chambre du conseil de la Cour des comptes ».

II. — Après le paragraphe IV de l'article L. 167-1 du code électoral, il est ajouté un paragraphe V nouveau ainsi rédigé :

« V. — En ce qui concerne les émissions destinées à être reçues hors métropole, la commission tient compte des délais d'acheminement et des différences d'heures ».

Art. 4. — L'article L. 167-1 du code électoral est applicable à Mayotte et dans les territoires d'outre-mer. L'article 3 de la loi n° 66-1023 du 29 décembre 1966 relative à l'élection des députés à l'assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer est abrogé.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 28 décembre 1977.

Valéry GISCARD D'ESTAING.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

Raymond BARRE.

Le ministre de l'intérieur,
Christian BONNET.

ARRETE n° 383 AA du 26 janvier 1978 promulguant un acte du pouvoir central.

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 64 ;

Le conseil de gouvernement informé en séance du 25 janvier 1978,

Arrête :

Article 1er. — Est promulguée dans le territoire pour y être exécutée selon ses forme et teneur la loi n° 78-9 du 4 janvier 1978 modifiant le titre IX du livre III du code civil.

J.O.R.F. n° 4 du 5 janvier 1978, page 179.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,
J.-R. GARNIER.

LOI n° 78-9 du 4 janvier 1978 modifiant le titre IX du livre III du code civil.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Les dispositions du titre IX du livre III du code civil sont remplacées par les dispositions suivantes :

TITRE IX

DE LA SOCIÉTÉ

CHAPITRE Ier

Dispositions générales.

« Art. 1832. — La société est un contrat par lequel deux

ou plusieurs personnes conviennent de mettre en commun des biens ou leur industrie, en vue de partager le bénéfice ou de profiter de l'économie qui pourra en résulter.

« Les associés s'engagent à contribuer aux pertes.

« Art. 1832-1. — Deux époux peuvent, seuls ou avec d'autres personnes, être associés dans une même société et participer ensemble ou non à la gestion sociale. Toutefois, cette faculté n'est ouverte que si les époux ne doivent pas, l'un et l'autre, être indéfiniment et solidairement responsables des dettes sociales.

« Les avantages et libéralités résultant d'un contrat de société entre époux ne peuvent être annulés parce qu'ils constitueraient des donations déguisées, lorsque les conditions en ont été réglées par un acte authentique.

« Art. 1833. — Toute société doit avoir un objet licite et être constituée dans l'intérêt commun des associés.

« Art. 1834. — Les dispositions du présent chapitre sont applicables à toutes les sociétés, s'il n'en est autrement disposé par la loi en raison de leur forme ou de leur objet.

« Art. 1835. — Les statuts doivent être établis par écrit. Ils déterminent, outre les apports de chaque associé, la forme, l'objet, l'appellation, le siège social, le capital social, la durée de la société et les modalités de son fonctionnement.

« Art. 1836. — Les statuts ne peuvent être modifiés, à défaut de clause contraire, que par l'accord unanime des associés.

« En aucun cas, les engagements d'un associé ne peuvent être augmentés sans le consentement de celui-ci.

« Art. 1837. — Toute société dont le siège est situé sur le territoire français est soumise aux dispositions de la loi française.

« Les tiers peuvent se prévaloir du siège statutaire, mais celui-ci ne leur est pas opposable par la société si le siège réel est situé en un autre lieu.

« Art. 1838. — La durée de la société ne peut excéder quatre-vingt-dix-neuf ans.

« Art. 1839. — Si les statuts ne contiennent pas toutes les énonciations exigées par la législation ou si une formalité prescrite par celle-ci pour la constitution de la société a été omise ou irrégulièrement accomplie, tout intéressé est recevable à demander en justice que soit ordonnée, sous astreinte, la régularisation de la constitution. Le ministère public est habile à agir aux mêmes fins.

« Les mêmes règles sont applicables en cas de modification des statuts.

« L'action aux fins de régularisation prévue à l'alinéa premier se prescrit par trois ans à compter de l'immatriculation de la société ou de la publication de l'acte modifiant les statuts.

« Art. 1840. — Les fondateurs, ainsi que les premiers membres des organes de gestion, de direction ou d'administration, sont solidairement responsables du préjudice causé soit par le défaut d'une mention obligatoire dans les statuts, soit par l'omission ou l'accomplissement irrégulier d'une formalité prescrite pour la constitution de la société.

« En cas de modification des statuts, les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables aux membres des organes de gestion, de direction ou d'administration alors en fonction.

« L'action se prescrira par dix ans, à compter du jour où l'une ou l'autre, selon le cas, des formalités visées à l'alinéa 3 de l'article 1839 aura été accomplie.

« Art. 1841.— Il est interdit aux sociétés n'y ayant pas été autorisées par la loi de faire publiquement appel à l'épargne ou d'émettre des titres négociables, à peine de nullité des contrats conclus ou des titres émis.

« Art. 1842.— Les sociétés autres que les sociétés en participation visées au chapitre III jouissent de la personnalité morale à compter de leur immatriculation.

« Jusqu'à l'immatriculation, les rapports entre les associés sont régis par le contrat de société et par les principes généraux du droit applicable aux contrats et obligations.

« Art. 1843.— Les personnes qui ont agi au nom d'une société en formation avant l'immatriculation sont tenues des obligations nées des actes ainsi accomplis, avec solidarité si la société est commerciale, sans solidarité dans les autres cas. La société régulièrement immatriculée peut reprendre les engagements souscrits, qui sont alors réputés avoir été dès l'origine contractés par celle-ci.

« Art. 1843-1.— L'apport d'un bien ou d'un droit soumis à publicité pour son opposabilité aux tiers peut être publié dès avant l'immatriculation et sous la condition que celle-ci intervienne. A compter de celle-ci, les effets de la formalité rétroagissent à la date de son accomplissement.

« Art. 1843-2.— Les droits de chaque associé dans le capital social sont proportionnels à ses apports lors de la constitution de la société ou au cours de l'existence de celle-ci.

« Art. 1843-3.— Chaque associé est débiteur envers la société de tout ce qu'il a promis de lui apporter en nature, en numéraire ou en industrie.

« Les apports en nature sont réalisés par le transfert des droits correspondants et par la mise à la disposition effective des biens.

« Lorsque l'apport est en propriété, l'apporteur est garant envers la société comme un vendeur envers son acheteur.

« Lorsqu'il est en jouissance, l'apporteur est garant envers la société comme un bailleur envers son preneur.

« Toutefois, lorsque l'apport en jouissance porte sur des choses de genre ou sur tous autres biens normalement appelés à être renouvelés pendant la durée de la société, le contrat transfère à celle-ci la propriété des biens apportés, à charge d'en rendre une pareille quantité, qualité et valeur; dans ce cas, l'apporteur est garant dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

« L'associé qui devait apporter une somme dans la société et qui ne l'a point fait devient de plein droit et sans demande, débiteur des intérêts de cette somme à compter du jour où elle devait être payée et ce sans préjudice de plus amples dommages-intérêts, s'il y a lieu.

« L'associé qui s'est obligé à apporter son industrie à la société lui doit compte de tous les gains qu'il a réalisés par l'activité faisant l'objet de son apport.

« Art. 1843-4.— Dans tous les cas où sont prévus la cession des droits sociaux d'un associé, ou le rachat de ceux-ci par la société, la valeur de ces droits est déterminée, en cas de contestation, par un expert désigné, soit par les parties, soit à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du président du tribunal statuant en la forme des référés et sans recours possible.

« Art. 1844.— Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives.

« Les copropriétaires d'une part sociale indivise sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire sera désigné en justice à la demande du plus diligent.

« Si une part est grevée d'un usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

« Les statuts peuvent déroger aux dispositions des deux alinéas qui précèdent.

« Art. 1844-1.— La part de chaque associé dans les bénéfices et sa contribution aux pertes se déterminent à proportion de sa part dans le capital social et la part de l'associé qui n'a apporté que son industrie est égale à celle de l'associé qui a le moins apporté, le tout sauf clause contraire.

« Toutefois, la stipulation attribuant à un associé la totalité du profit procuré par la société ou l'exonérant de la totalité des pertes, celle excluant un associé totalement du profit ou mettant à sa charge la totalité des pertes sont réputées non écrites.

« Art. 1844-2.— Il ne peut être constitué hypothèque ou toute autre sûreté réelle sur les biens de la société qu'en vertu des pouvoirs résultant, soit des statuts, soit de délibération prises ou d'autorisations délivrées dans les conditions prévues aux statuts.

« Ces pouvoirs sont valablement établis par acte sous seing privé, alors même que la constitution de la sûreté doit l'être par acte authentique.

« Art. 1844-3.— La transformation régulière d'une société en une société d'une autre forme n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle. Il en est de même de la prorogation ou de toute autre modification statutaire.

« Art. 1844-4.— Une société, même en liquidation, peut être absorbée par une autre société ou participer à la constitution d'une société nouvelle, par voie de fusion.

« Elle peut aussi transmettre son patrimoine par voie de scission à des sociétés existantes ou à des sociétés nouvelles.

« Ces opérations peuvent intervenir entre des sociétés de forme différente.

« Elles sont décidées, par chacune des sociétés intéressées, dans les conditions requises pour la modification de ses statuts.

« Si l'opération comporte la création de sociétés nouvelles, chacune de celles-ci est constituée selon les règles propres à la forme de société adoptée.

« Art. 1844-5.— La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la société. Tout intéressé peut demander la dissolution de la société si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an.

« L'appartenance de l'usufruit de toutes les parts sociales à la même personne est sans conséquence sur l'existence de la société.

« Art. 1844-6.— La prorogation de la société est décidée à l'unanimité des associés, ou, si les statuts le prévoient, à la majorité prévue pour la modification de ceux-ci.

« Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

« A défaut, tout associé peut demander au président du tribunal, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

« Art. 1844-7.— La société prend fin :

« 1° Par l'expiration du temps pour lequel elle a été constituée, sauf prorogation effectuée conformément à l'article 1844-6 ;

« 2° Par la réalisation ou l'extinction de son objet ;

« 3° Par l'annulation du contrat de société ;

« 4° Par la dissolution anticipée décidée par les associés ;

« 5° Par la dissolution anticipée prononcée par le tribunal à la demande d'un associé pour justes motifs, notamment en cas d'inexécution de ses obligations par un associé, ou de mésentente entre associés paralysant le fonctionnement de la société ;

« 6° Par la dissolution anticipée prononcée par le tribunal dans le cas prévu à l'article 1844-5 ;

« 7° Par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation des biens de la société ;

« 8° Pour toute autre cause prévue par les statuts.

« Art. 1844-8.— La dissolution de la société entraîne sa liquidation, hormis les cas prévus à l'article 1844-4. Elle n'a d'effet à l'égard des tiers qu'après sa publication.

« Le liquidateur est nommé conformément aux dispositions des statuts. Dans le silence de ceux-ci, il est nommé par les associés ou, si les associés n'ont pu procéder à cette nomination, par décision de justice. Le liquidateur peut être révoqué dans les mêmes conditions. La nomination et la révocation ne sont opposables aux tiers qu'à compter de leur publication. Ni la société ni les tiers ne peuvent, pour se soustraire à leurs engagements, se prévaloir d'une irrégularité dans la nomination ou dans la révocation du liquidateur, dès lors que celle-ci a été régulièrement publiée.

« La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la publication de la clôture de celle-ci.

« Si la clôture de la liquidation n'est pas intervenue dans un délai de trois ans à compter de la dissolution, le ministère public ou tout intéressé peut saisir le tribunal, qui fait procéder à la liquidation ou, si celle-ci a été commencée, à son achèvement.

« Art. 1844-9.— Après paiement des dettes et remboursement du capital social, le partage de l'actif est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation aux bénéfices, sauf clause ou convention contraire.

« Les règles concernant le partage des successions, y compris l'attribution préférentielle, s'appliquent aux partages entre associés.

« Toutefois, les associés peuvent valablement décider, soit dans les statuts, soit par une décision ou un acte distinct, que certains biens seront attribués à certains associés. A défaut, tout bien apporté qui se retrouve en nature dans la masse partagée est attribué, sur demande, et à charge de soulte s'il y a lieu, à l'associé qui en avait fait l'apport. Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une attribution préférentielle.

« Tous les associés, ou certains d'entre eux seulement, peuvent aussi demeurer dans l'indivision pour tout ou

partie des biens sociaux. Leurs rapports sont alors régis, à la clôture de la liquidation, en ce qui concerne ces biens, par les dispositions relatives à l'indivision.

« Art. 1844-10.— La nullité de la société ne peut résulter que de la violation des dispositions des articles 1832, 1832-1, alinéa 1er et 1833, ou de l'une des clauses de nullité des contrats en général.

« Toute clause statutaire contraire à une disposition impérative du présent titre, dont la violation n'est pas sanctionnée par la nullité de la société, est réputée non écrite.

« La nullité des actes ou délibérations des organes de la société ne peut résulter que de la violation d'une disposition impérative du présent titre ou de l'une des causes de nullité des contrats en général. »

« Art. 1844-11.— L'action en nullité est éteinte lorsque la cause de la nullité a cessé d'exister le jour où le tribunal statue sur le fond en première instance, sauf si cette nullité est fondée sur l'illicéité de l'objet social.

« Art. 1844-12.— En cas de nullité d'une société ou d'actes ou délibérations postérieurs à sa constitution, fondée sur un vice de consentement ou l'incapacité d'un associé, et lorsque la régularisation peut intervenir, toute personne, y ayant intérêt, peut mettre en demeure celui qui est susceptible de l'opérer, soit de régulariser, soit d'agir en nullité dans un délai de six mois à peine de forclusion. Cette mise en demeure est dénoncée à la société.

« La société ou un associé peut soumettre au tribunal saisi dans le délai prévu à l'alinéa précédent, toute mesure susceptible de supprimer l'intérêt du demandeur notamment par le rachat de ses droits sociaux. En ce cas, le tribunal peut, soit prononcer la nullité, soit rendre obligatoires les mesures proposées si celles-ci ont été préalablement adoptées par la société aux conditions prévues pour les modifications statutaires. Le vote de l'associé dont le rachat des droits est demandé est sans influence sur la décision de la société.

« En cas de contestation, la valeur des droits sociaux à rembourser à l'associé est déterminée conformément aux dispositions de l'article 1843-4.

« Art. 1844-13.— Le tribunal, saisi d'une demande en nullité, peut, même d'office, fixer un délai pour permettre de couvrir les nullités. Il ne peut prononcer la nullité moins de deux mois après la date de l'exploit introductif d'instance.

« Si, pour couvrir une nullité, une assemblée doit être convoquée, ou une consultation des associés effectuée, et s'il est justifié d'une convocation régulière de cette assemblée ou de l'envoi aux associés du texte des projets de décision accompagné des documents qui doivent leur être communiqués, le tribunal accorde par jugement le délai nécessaire pour que les associés puissent prendre une décision.

« Art. 1844-14.— Les actions en nullité de la société ou d'actes et délibérations postérieurs à sa constitution se prescrivent par trois ans à compter du jour où la nullité est encourue.

« Art. 1844-15.— Lorsque la nullité de la société est prononcée, elle met fin, sans rétroactivité, à l'exécution du contrat.

« A l'égard de la personne morale qui a pu prendre naissance, elle produit les effets d'une dissolution prononcée par justice.

« Art. 1844-16.— Ni la société ni les associés ne peuvent se prévaloir d'une nullité à l'égard des tiers de bonne

foi. Cependant, la nullité résultant de l'incapacité ou de l'un des vices du consentement est opposable même aux tiers par l'incapable et ses représentants légaux, ou par l'associé dont le consentement a été surpris par erreur, dol ou violence.

« Art. 1844-17.— L'action en responsabilité fondée sur l'annulation de la société ou des actes et délibérations postérieurs à la constitution se prescrit par trois ans à compter du jour où la décision d'annulation est passée en force de chose jugée.

« La disparition de la cause de nullité ne met pas obstacle à l'exercice de l'action en dommages-intérêts tendant à la réparation du préjudice causé par le vice dont la société, l'acte ou la délibération était entaché. Cette action se prescrit par trois ans à compter du jour où la nullité a été couverte.

CHAPITRE II DE LA SOCIÉTÉ CIVILE.

SECTION I

Dispositions générales.

« Art. 1845.— Les dispositions du présent chapitre sont applicables à toutes les sociétés civiles, à moins qu'il n'y soit dérogé par le statut légal particulier auquel certaines d'entre elles sont assujetties.

« Ont le caractère civil toutes les sociétés auxquelles la loi n'attribue pas un autre caractère à raison de leur forme, de leur nature, ou de leur objet.

« Art. 1845-1.— Le capital social est divisé en parts égales.

« Les apports en industrie ne concourent pas à sa formation, mais donnent lieu à l'attribution de parts ouvrant droit au partage des bénéfices et de l'actif net, à charge de contribuer aux pertes.

SECTION II

Gérance.

« Art. 1846.— La société est gérée par une ou plusieurs personnes, associées ou non, nommées soit par les statuts, soit par un acte distinct, soit par une décision des associés.

« Les statuts fixent les règles de désignation du ou des gérants et le mode d'organisation de la gérance.

« Sauf disposition contraire des statuts, le gérant est nommé par une décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

« Dans le silence des statuts, et s'il n'en a été décidé autrement par les associés lors de la désignation, les gérants sont réputés nommés pour la durée de la société.

« Si, pour quelque cause que ce soit, la société se trouve dépourvue de gérant, tout associé peut demander au président du tribunal statuant sur requête la désignation d'un mandataire chargé de réunir les associés en vue de nommer un ou plusieurs gérants.

« Art. 1846-1.— Hors les cas visés à l'article 1844-7, la société prend fin par la dissolution anticipée que peut prononcer le tribunal à la demande de tout intéressé, lorsqu'elle est dépourvue de gérant depuis plus d'un an.

« Art. 1846-2.— La nomination et la cessation de fonction des gérants doivent être publiées.

« Ni la société, ni les tiers ne peuvent, pour se soustraire à leurs engagements, se prévaloir d'une irrégularité dans la nomination des gérants ou dans la cessation de leur fonction, dès lors que ces décisions ont été régulièrement publiées.

« Art. 1847.— Si une personne morale exerce la gérance, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités, civile et pénale, que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

« Art. 1848.— Dans les rapports entre associés, le gérant peut accomplir tous les actes de gestion que demande l'intérêt de la société.

« S'il y a plusieurs gérants, ils exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

« Le tout, à défaut de dispositions particulières des statuts sur le mode d'administration.

« Art. 1849.— Dans les rapports avec les tiers, le gérant engage la société par les actes entrant dans l'objet social.

« En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus à l'alinéa précédent. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

« Les clauses statutaires limitant les pouvoirs des gérants sont inopposables aux tiers.

« Art. 1850.— Chaque gérant est responsable individuellement envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.

« Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Toutefois, dans leurs rapports entre eux, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

« Art. 1851.— Sauf disposition contraire des statuts le gérant est révocable par une décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

« Le gérant est également révocable par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

« Sauf clause contraire, la révocation d'un gérant, qu'il soit associé ou non, n'entraîne pas la dissolution de la société. Si le gérant révoqué est un associé, il peut, à moins qu'il n'en soit autrement convenu dans les statuts, ou que les autres associés ne décident la dissolution anticipée de la société, se retirer de celle-ci dans les conditions prévues à l'article 1869 (2^e alinéa).

SECTION III

Décisions collectives.

« Art. 1852.— Les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises selon les dispositions statutaires ou, en l'absence de telles dispositions, à l'unanimité des associés.

« Art. 1853.— Les décisions sont prises par les associés réunis en assemblée. Les statuts peuvent aussi prévoir qu'elles résulteront d'une consultation écrite.

« Art. 1854.— Les décisions peuvent encore résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

SECTION IV

Information des associés.

« Art. 1855.— Les associés ont le droit d'obtenir, au moins une fois par an, communication des livres et docu-

ments sociaux, et de poser par écrit des questions sur la gestion sociale auxquelles il devra être répondu par écrit dans le délai d'un mois.

« Art. 1856.— Les gérants, doivent, au moins une fois dans l'année, rendre compte de leur gestion aux associés. Cette reddition de compte doit comporter un rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la société au cours de l'année ou de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

SECTION V

Engagement des associés à l'égard des tiers.

« Art. 1857.— A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leur part dans le capital social à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

« L'associé qui n'a apporté que son industrie est tenu comme celui dont la participation dans le capital social est la plus faible.

« Art. 1853.— Les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la personne morale.

« Art. 1859.— Toutes les actions contre les associés non liquidateurs ou leurs héritiers et ayants cause se prescrivent par cinq ans à compter de la publication de la dissolution de la société.

« Art. 1860.— S'il y a déconfiture, faillite personnelle, liquidation de biens ou règlement judiciaire atteignant l'un des associés, à moins que les autres unanimes ne décident de dissoudre la société par anticipation ou que cette dissolution ne soit prévue par les statuts, il est procédé, dans les conditions énoncées à l'article 1843-4, au remboursement des droits sociaux de l'intéressé, lequel perdra alors la qualité d'associé.

SECTION VI

Cessions des parts sociales.

« Art. 1861.— Les parts sociales ne peuvent être cédées qu'avec l'agrément de tous les associés.

« Les statuts peuvent toutefois convenir que cet agrément sera obtenu à une majorité qu'ils déterminent, ou qu'il peut être accordé par les gérants. Ils peuvent aussi dispenser d'agrément les cessions consenties à des associés ou au conjoint de l'un d'eux. Sauf dispositions contraires des statuts, ne sont pas soumises à agrément les cessions consenties à des ascendants ou descendants du cédant.

« Le projet de cession est notifié, avec demande d'agrément, à la société et à chacun des associés. Il n'est notifié qu'à la société quand les statuts prévoient que l'agrément peut être accordé par les gérants.

« Lorsque deux époux sont simultanément membres d'une société, les cessions faites par l'un d'eux à l'autre doivent, pour être valables, résulter d'un acte notarié ou d'un acte sous seing privé ayant acquis date certaine autrement que par le décès du cédant.

« Art. 1862.— Lorsque plusieurs associés expriment leur volonté d'acquérir, ils sont, sauf clause ou convention contraire, réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient antérieurement.

« Si aucun associé ne se porte acquéreur, la société peut faire acquérir les parts par un tiers désigné à l'unanimité des autres associés ou suivant les modalités prévues par les statuts. La société peut également procéder au rachat des parts en vue de leur annulation.

« Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ou l'offre de rachat par la société, ainsi que le prix offert sont notifiés au cédant. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4, le tout sans préjudice du droit du cédant de conserver ses parts.

« Art. 1863.— Si aucune offre d'achat n'est faite au cédant dans un délai de six mois à compter de la dernière des notifications prévues au troisième alinéa de l'article 1861, l'agrément à la cession est réputé acquis, à moins que les autres associés ne décident, dans le même délai, la dissolution anticipée de la société.

« Dans ce dernier cas, le cédant peut rendre caduque cette décision en faisant connaître qu'il renonce à la cession dans le délai d'un mois à compter de ladite décision.

« Art. 1864.— Il ne peut être dérogé aux dispositions des deux articles qui précèdent que pour modifier le délai de six mois prévu à l'article 1863 (1er alinéa), et sans que le délai prévu par les statuts puisse excéder un an ni être inférieur à un mois.

« Art. 1865.— La cession de parts sociales doit être constatée par écrit. Elle est rendue opposable à la société dans les formes prévues à l'article 1690, ou si les statuts le stipulent, par transfert sur les registres de la société.

« Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et après publication.

« Art. 1866.— Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement constaté, soit par acte authentique, soit par acte sous signatures privées signifié à la société ou accepté par elle dans un acte authentique, et donnant lieu à une publicité dont la date détermine le rang des créanciers nantis. Ceux dont les titres sont publiés le même jour viennent en concurrence.

« Le privilège du créancier gagiste subsiste sur les droits sociaux nantis, par le seul fait de la publication du nantissement.

« Art. 1867.— Tout associé peut obtenir des autres associés leur consentement à un projet de nantissement dans les mêmes conditions que leur agrément à une cession de parts.

« Le consentement donné au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales à la condition que cette réalisation soit notifiée un mois avant la vente aux associés et à la société.

« Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours francs à compter de la vente. Si plusieurs associés exercent cette faculté, ils sont, sauf clause ou convention contraire, réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient antérieurement. Si aucun associé n'exerce cette faculté, la société peut racheter les parts elles-mêmes, en vue de leur annulation.

« Art. 1868.— La réalisation forcée qui ne procède pas d'un nantissement auquel les autres associés ont donné leur consentement doit pareillement être notifiée un mois avant la vente aux associés et à la société.

« Les associés peuvent, dans ce délai, décider la dissolution de la société ou l'acquisition des parts dans les conditions prévues aux articles 1862 et 1863.

« Si la vente a eu lieu, les associés ou la société peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue par l'article 1867. Le non-exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

SECTION VII.

Retrait ou décès d'un associé.

« Art. 1869.— Sans préjudice des droits des tiers, un associé peut se retirer totalement ou partiellement de la société, dans les conditions prévues par les statuts ou, à défaut, après autorisation donnée par une décision unanime des autres associés. Ce retrait peut également être autorisé pour justes motifs par une décision de justice.

« A moins qu'il ne soit fait application de l'article 1844-9 (3e alinéa), l'associé qui se retire a droit au remboursement de la valeur de ses droits sociaux, fixée, à défaut d'accord amiable, conformément à l'article 1843-4.

« Art. 1870.— La société n'est pas dissoute par le décès d'un associé, mais continue avec ses héritiers ou légataires, sauf à prévoir dans les statuts qu'ils doivent être agréés par les associés.

« Il peut, toutefois, être convenu que ce décès entraîne la dissolution de la société ou que celle-ci continuera avec les seuls associés survivants.

« Il peut également être convenu que la société continuera soit avec le conjoint survivant, soit avec un ou plusieurs des héritiers, soit avec toute autre personne désignée par les statuts ou, si ceux-ci l'autorisent, par disposition testamentaire.

« Sauf clause contraire des statuts, lorsque la succession est dévolue à une personne morale, celle-ci ne peut devenir associée qu'avec l'agrément des autres associés, donné selon les conditions statutaires ou, à défaut, par l'accord unanime des associés.

« Art. 1870-1.— Les héritiers ou légataires qui ne deviennent pas associés n'ont droit qu'à la valeur des parts sociales de leur auteur. Cette valeur doit leur être payée par les nouveaux titulaires des parts ou par la société elle-même si celle-ci les a rachetées en vue de leur annulation.

« La valeur de ces droits sociaux est déterminée au jour du décès dans les conditions prévues à l'article 1843-4.

CHAPITRE III

DE LA SOCIÉTÉ EN PARTICIPATION

« Art. 1871.— Les associés peuvent convenir que la société ne sera point immatriculée. La société est dite alors « société en participation ». Elle n'est pas une personne morale et n'est pas soumise à publicité. Elle peut être pourvue par tous les moyens.

« Les associés conviennent librement de l'objet, du fonctionnement et des conditions de la société en participation, sous réserve de ne pas déroger aux dispositions impératives des articles 1832, 1832-1, 1833, 1836 (2e alinéa), 1841, 1844 (1er alinéa) et 1844-1 (2e alinéa).

« Art. 1871-1.— A moins qu'une organisation différente n'ait été prévue, les rapports entre associés sont régis, en tant que de raison, soit par les dispositions applicables aux sociétés civiles, si la société a un caractère civil, soit, si elle a un caractère commercial, par celles applicables aux sociétés en nom collectif.

« Art. 1872.— A l'égard des tiers, chaque associé reste propriétaire des biens qu'il met à la disposition de la société.

« Sont réputés indivis entre les associés les biens acquis par emploi ou remploi de deniers indivis pendant la durée de la société et ceux qui se trouvaient indivis avant d'être mis à la disposition de la société.

« Il en est de même de ceux que les associés auraient convenu de mettre en indivision.

« Il peut en outre être convenu que l'un des associés est, à l'égard des tiers, propriétaire de tout ou partie des biens qu'il acquiert en vue de la réalisation de l'objet social.

« Art. 1872-1.— Chaque associé contracte en son nom personnel et est seul engagé à l'égard des tiers.

« Toutefois, si les participants agissent en qualité d'associés au vu et au su des tiers, chacun d'eux est tenu à l'égard de ceux-ci des obligations nées des actes accomplis en cette qualité par l'un des autres, avec solidarité, si la société est commerciale, sans solidarité dans les autres cas.

« Il en est de même de l'associé qui, par son immixtion, a laissé croire au cocontractant qu'il entendait s'engager à son égard, ou dont il est prouvé que l'engagement a tourné à son profit.

« Dans tous les cas, en ce qui concerne les biens réputés indivis en application de l'article 1872 (alinéas 2 et 3), sont applicables dans les rapports avec les tiers, soit les dispositions du chapitre VI du titre Ier du livre III du présent code, soit, si les formalités prévues à l'article 1873-2 ont été accomplies, celles du titre IX bis du présent livre, tous les associés étant alors, sauf convention contraire, réputés gérants de l'indivision.

« Art. 1872-2.— Lorsque la société en participation est à durée indéterminée, sa dissolution peut résulter à tout moment d'une notification adressée par l'un d'eux à tous les associés, pourvu que cette notification soit de bonne foi, et non faite à contretemps.

« A moins qu'il n'en soit autrement convenu, aucun associé ne peut demander le partage des biens indivis en application de l'article 1872 tant que la société n'est pas dissoute.

« Art. 1873.— Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux sociétés créées de fait ».

Art. 2.— La présente loi est applicable dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, de Wallis et Futuna et des Terres australes et antarctiques françaises, ainsi que dans la collectivité territoriale de Mayotte.

Art. 3.— Les conditions d'application de la présente loi seront fixées par décret en Conseil d'Etat.

Ce décret procédera, notamment, sans en modifier le fond, à l'adaptation aux dispositions de la présente loi des références faites par d'autres textes aux anciens articles 1832 à 1873 du code civil, et supprimera celles de ces références qui n'ont plus d'objet.

Art. 4.— La présente loi entrera en vigueur le premier jour du sixième mois qui suivra sa publication.

Elle s'appliquera aux sociétés qui se constitueront à compter de son entrée en vigueur.

Elle sera applicable aux sociétés constituées avant son entrée en vigueur deux ans après celle-ci. Elle sera applicable avant cette date aux sociétés jouissant de la personnalité morale dès leur immatriculation et aux sociétés en participation si les associés en décident ainsi.

Par dérogation à l'article 1842 du code civil, les sociétés non immatriculées à la date prévue à l'alinéa précédent conserveront leur personnalité morale. Les dispositions relatives à la publication ne leur seront pas applicables. Toutefois, leur immatriculation et l'application des dispositions relatives à la publicité pourront être requises par le ministère public ou par tout intéressé dans les conditions prévues à l'article 1839 du code civil.

Par dérogation à l'article 1845-1 du code civil, les sociétés civiles constituées avant l'entrée en vigueur de la présente loi ont la faculté de maintenir des parts sociales inégales.

A dater de l'application de la présente loi à une société, les dispositions statutaires contraires sont réputées non écrites.

Les sociétés constituées pendant la période comprise entre la publication de la présente loi et la date prévue ci-dessus pour son entrée en vigueur pourront, par une clause expresse de leurs statuts, se soumettre au droit nouveau. Jusqu'à leur immatriculation, qui ne pourra intervenir qu'après ladite entrée en vigueur, elles seront régies par les articles 1842 à 1843-1 du code civil.

Art. 5.— I.— Il est inséré, après le deuxième alinéa de l'article 1er de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles, le nouvel alinéa suivant :

« Par dérogation aux dispositions de l'article 1842 du code civil, ces sociétés jouissent de la personnalité morale à compter, selon le cas, de l'agrément, de l'inscription ou de la titularisation prévue à l'article 6 ».

II.— L'article 2 de la loi n° 55-4 du 4 janvier 1955 concernant les annonces judiciaires et légales est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 2.— Tous les journaux d'information générale, judiciaire ou technique, inscrits à la commission paritaire des papiers de presse, et ne consacrant pas en conséquence à la publicité plus des deux tiers de leur surface et justifiant une vente effective par abonnements, dépositaires ou vendeurs, sont inscrits de droit sur la liste prévue ci-dessous sous les conditions suivantes :

« 1° Paraître depuis plus de six mois au moins une fois par semaine ;

« 2° Être publiés dans le département ou comporter pour le département une édition au moins hebdomadaire ;

« Justifier d'une diffusion atteignant le minimum fixé par décret après avis de la commission prévue ci-dessous, en fonction de l'importance de la population du département ou de ses arrondissements.

« La liste est préparée chaque année, au mois de décembre, en vue de l'année suivante, par une commission consultative présidée par le préfet et composée du président du tribunal de grande instance du chef-lieu du département, du président de la chambre départementale des notaires ou de son représentant et, s'ils existent en nombre suffisant, de trois directeurs de journaux, désignés par le préfet, dont au moins deux directeurs de journaux ou publications périodiques, susceptibles de recevoir les annonces légales.

« Cette liste des journaux susceptibles de recevoir les annonces légales, soit dans tout le département, soit dans l'un ou plusieurs de ses arrondissements, est publiée par arrêté du préfet.

« Les journaux et publications doivent s'engager, dans leur demande, à publier les annonces judiciaires et légales au tarif fixé en application de l'article 3 ».

III.— Les articles 419 à 422 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales sont abrogés.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 4 janvier 1978.

Valéry GISCARD D'ESTAING.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

Raymond BARRE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Alain PEYREFITTE.

Le ministre de l'intérieur,

Christian BONNET.

ARRETE n° 369 AA du 25 janvier 1978 promulguant un acte du pouvoir central.

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, chef du territoire,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 64 ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie ;

Le conseil de gouvernement informé en séance du 25 janvier 1978,

Arrête :

Article 1er.— Est promulgué dans le territoire pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- le décret n° 78-66 du 23 janvier 1978 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des députés représentants à l'Assemblée nationale des territoires de la Polynésie française et des îles Wallis et Futuna.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié selon la procédure d'urgence partout où besoin sera.

Papeete, le 25 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

DECRET n° 78-66 du 23 janvier 1978 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des députés représentants à l'Assemblée nationale des territoires de la Polynésie française et des îles Wallis et Futuna.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu l'article 25 de la Constitution ;

Vu l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'assemblée nationale, modifiée par la loi organique n° 77-1339 du 8 décembre 1977 ;

Vu l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés de l'assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer, modifiée et complétée par les lois n° 59-959, n° 61-819, n° 66-1023, n° 77-1340 des 31 juillet 1959, 29 juillet 1961, 29 décembre 1966 et 9 décembre 1977 ;

Vu le décret modifié n° 59-394 du 11 mars 1959 portant application de l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 ;

Vu les dispositions du code électoral applicables dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret du 18 janvier 1978 relatif à l'exercice des attributions du Premier ministre pendant l'absence de M. Raymond Barre,

Décète :

Article 1er.— Les collèges électoraux des territoires de la Polynésie française et des îles Wallis et Futuna sont convoqués pour le dimanche 12 mars 1978 en vue de procéder à l'élection des députés représentant ces territoires à l'assemblée nationale.

Art. 2.— Pour la Polynésie française, les déclarations de candidatures seront reçues dans les bureaux du haut-commissaire à partir du 30 janvier et jusqu'au 5 février à minuit, et dans les bureaux du secrétariat d'Etat chargé des territoires d'outre-mer à partir du 30 janvier et jusqu'au 4 février à 12 heures.

Pour le territoire des îles Wallis et Futuna, les déclarations de candidatures seront reçues dans les bureaux de l'administrateur supérieur à partir du 30 janvier et jusqu'au 5 février à minuit, et dans les bureaux du secrétariat d'Etat chargé des territoires d'outre-mer, dans ceux du haut-commissaire de la République dans l'Océan Pacifique ou dans ceux du délégué de l'administrateur supérieur dans la circonscription de Futuna à partir du 30 janvier et jusqu'au 4 février à 12 heures.

Art. 3.— La campagne électorale sera ouverte le 6 février à zéro heure.

Art. 4.— L'élection aura lieu sur les listes électorales arrêtées le 28 février.

Art. 5.— Le scrutin ne durera qu'un jour ; il sera ouvert à huit heures et clos à 18 heures. Toutefois, pour faciliter aux électeurs l'exercice de leur droit de vote, le délégué du gouvernement pourra par arrêté avancer l'heure d'ouverture ou retarder l'heure de clôture du scrutin. En aucun cas, le scrutin ne pourra être clos après 20 heures.

Le dépouillement des résultats suivra immédiatement le scrutin.

Art. 6.— Le second tour de scrutin, s'il est nécessaire d'y procéder, aura lieu le dimanche 19 mars à Wallis et Futuna, et le 26 mars en Polynésie française.

Art. 7.— Le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur chargé des départements et territoires d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 janvier 1978.

Alain PEYREFITTE.

Par le garde des sceaux, ministre de la justice

Pour le Premier ministre et par délégation :

Le ministre de l'intérieur,

Christian BONNET.

Le secrétaire d'Etat auprès

du ministre de l'intérieur

(Départements et territoires d'outre-mer),

Olivier STIRN.

TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ARRETE INTERMINISTERIEL du 23 décembre 1977 autorisant l'office des postes et télécommunications de la Polynésie française à recourir à l'emprunt.

Le ministre de l'économie et des finances et le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications,

Vu le décret n° 56-1229 du 3 décembre 1956 portant réorganisation et décentralisation des postes et télécommunications d'outre-mer ;

Vu le décret n° 59-1094 du 17 septembre 1959 fixant les modalités suivant lesquelles les offices locaux des postes et télécommunications des territoires d'outre-mer peuvent contracter les emprunts ;

Vu le décret n° 62-745 du 30 juin 1962 relatif à l'office des postes et télécommunications de Polynésie française ;

Vu le décret n° 66-811 du 27 octobre 1966 portant transfert au secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications d'attributions du ministre d'Etat en matière de postes et télécommunications dans les territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'office en date du 22 novembre 1976 ;

Vu l'avis favorable donné le 25 juillet 1977 par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, chef du territoire ;

Vu la résolution du 27 mai 1977 du conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique siègeant pour les départements et territoires d'outre-mer ;

Vu la résolution du comité directeur du FIDES en date du 28 juin 1977,

Arrêtent :

Article 1er.— L'office des postes et télécommunications de Polynésie française est autorisé à recourir à un prêt de la caisse centrale de coopération économique à hauteur de 460 millions de francs CFP (25.300.000 F), en vue du financement de l'équipement téléphonique de Tahiti.

Art. 2.— Cet emprunt sera contracté auprès de la caisse centrale de coopération économique au taux de 6 p. 100 l'an. L'amortissement s'effectuera en vingt versements semestriels constants en principal et intérêts. Le premier de ces versements interviendra le 31 octobre 1980, le dernier le 30 avril 1990.

Art. 3.— Il sera fait face au service d'intérêt et d'amortissement de cet emprunt au moyen des recettes de l'office des postes et télécommunications de Polynésie française.

A cet effet, l'office des postes et télécommunications de Polynésie française devra inscrire chaque année, en dépenses obligatoires à son budget, les sommes nécessaires au remboursement du prêt et au paiement des intérêts.

Art. 4.— Le directeur du Trésor au ministère de l'économie et des finances et le directeur du budget et de la comptabilité au secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 décembre 1977.

Le ministre délégué à l'économie et aux finances,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du Trésor,

Pour le directeur du Trésor empêché :

Le sous-directeur,

Michel PEBEREAU.

Le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur du cabinet,

Philippe PONTET.

LOI n° 77-1447 portant réforme du titre IV du livre 1er du code civil : Des absents.

Rectificatif au *Journal officiel* du 29 décembre 1977, page 6216, 2e colonne, article 127, troisième alinéa :

Au lieu de :

« La transaction rend le jugement opposable aux tiers... »

Lire :

« La transcription rend le jugement opposable aux tiers... »

LOI n° 78-9 modifiant le titre IX du livre III du code civil.

Rectificatif au *Journal officiel* du 5 janvier 1978, page 183, 1re colonne, 10e ligne :

Au lieu de :

«... la société peut racheter les parts elles-mêmes... »,

Lire :

«... la société peut racheter les parts elle-même... ».

CITATION A L'ORDRE DE LA NATION.

Le Premier ministre,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur et du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer),

Cite à l'ordre de la Nation :

M. Hoatua Pierre, surveillant de la maison d'arrêt de Faaa (Tahiti).

Policier d'une haute conscience professionnelle et d'un dévouement absolu, a été mortellement blessé le 14 janvier 1978, alors qu'il intervenait pour mettre fin à une mutinerie.

Est tombé victime du devoir en donnant le plus bel exemple de courage et d'abnégation.

Fait à Paris, le 24 janvier 1978.

Alain PEYREFITTE.

Par le garde des sceaux, ministre de la justice,

Pour le Premier ministre et par délégation :

Le ministre de l'intérieur,

Christian BONNET.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Alain PEYREFITTE.

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur
(Départements et territoires d'outre-mer),*

Olivier STIRN.

AVIS relatif aux épreuves des certificats d'études économiques, juridiques et comptables du diplôme d'études comptables supérieures (session 1978).

Les épreuves écrites des certificats composant le diplôme d'études comptables supérieures se dérouleront aux dates suivantes :

Certificat d'études économiques : 6 septembre 1978.

Certificat d'études juridiques : 7 septembre 1978.

Certificat d'études comptables : 8 septembre 1978.

Le service des examens de chaque rectorat d'académie délivrera sur demande les dossiers d'inscription du 24 avril au 26 mai 1978 inclus et enregistrera les candidatures du 8 mai au 5 juin 1978, à seize heures. Toutefois, les candidats des académies de Paris, de Créteil et de Versailles adresseront, uniquement par voie postale, leur demande de dossier et de candidature au ministère de l'éducation (bureau des sujets d'examens et concours), 34, rue de Châteaudun, 75436 Paris CEDEX 09.

Les candidats résidant à la Martinique, à la Guadeloupe et en Guyane demanderont leur dossier d'inscription et adresseront leur candidature au rectorat de l'académie des Antilles-Guyane, à Fort-de-France.

Les candidats résidant à la Réunion, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Madagascar, en Algérie, en Tunisie et au Liban demanderont leur dossier d'inscription et adresseront leur candidature au rectorat de l'académie d'Aix-Marseille.

Les candidats résidant au Maroc demanderont leur dossier d'inscription et adresseront leur candidature au rectorat de l'académie de Bordeaux (il ne sera pas ouvert de centre d'épreuves écrites au Maroc).

Le ministère de l'éducation (bureau des sujets d'examens et concours) adressera les dossiers d'inscription et recevra les candidatures des candidats résidant dans tous les pays non désignés ci-dessus.

Les dispenses de diplômes français accordées aux titulaires de diplômes étrangers en vue de l'inscription aux certificats du *diplôme d'études comptables supérieures* devront être demandées, avant le 31 mars 1978, délai de rigueur, au secrétariat d'Etat aux universités (bureau DESUP 13), 61, rue Dutot, 75015 Paris.

Des centres d'épreuves écrites seront ouverts dans toutes les villes sièges d'un centre d'inscription ; en considération du nombre de candidatures reçues et des possibilités locales, des centres d'épreuves écrites pourront être ouverts dans les départements et territoires français d'outre-mer et à l'étranger.

Seuls seront autorisés à s'inscrire pour subir les épreuves écrites au centre de Paris les candidats résidant dans l'un des départements suivants : Paris, Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne et Val-d'Oise, et les candidats résidant dans les pays étrangers non rattachés aux académies d'Aix-Marseille et de Bordeaux.

Les candidats résidant dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger sont invités à tenir compte des délais postaux lors de l'envoi de leur dossier d'inscription pour éviter la forclusion.

L'attention des candidats est appelée sur le fait que l'usage de calculatrices électroniques à fonctionnement autonome, non imprimantes et avec entrée unique par clavier est autorisé.

Les candidats déclarés admissibles aux épreuves orales subiront ces épreuves dans la deuxième quinzaine de novembre à :

Paris, pour les candidats inscrits à Paris, Orléans et Rouen ;

Aix-Marseille, pour les candidats inscrits à Aix-Marseille, Ajaccio et Nice ;

Bordeaux, pour les candidats inscrits à Bordeaux, Limoges et Poitiers ;

Dijon, pour les candidats inscrits à Besançon et Dijon ;

Fort-de-France, pour les candidats de l'académie des Antilles-Guyane ;

Lille, pour les candidats inscrits à Amiens et Lille ;

Lyon, pour les candidats inscrits à Clermont-Ferrand, Grenoble et Lyon ;

Nancy, pour les candidats inscrits à Nancy, Reims et Strasbourg ;

Rennes, pour les candidats inscrits à Caen, Nantes et Rennes ;

Toulouse, pour les candidats inscrits à Montpellier et Toulouse.

AVIS relatif aux épreuves des certificats supérieurs des diplômes d'expertise et de gestion comptables (session de 1978).

Les épreuves écrites des certificats composant les diplômes d'expertise et de gestion comptables se dérouleront aux dates suivantes :

Certificat supérieur de revision comptable : 18 et 19 septembre 1978 ;

Certificat supérieur juridique et fiscal : 20 et 21 septembre 1978 ;

Certificat supérieur du traitement des données et informations : 21 et 22 septembre 1978 ;

Certificat supérieur d'organisation et de gestion des entreprises : 25 et 26 septembre 1978 ;

Certificat supérieur des relations économiques européennes et internationales : 27 septembre 1978.

Des centres d'épreuves écrites seront ouverts dans les villes suivantes : Paris, Bordeaux, Lille, Lyon, Nancy, Nantes et Marseille. En considération du nombre de candidatures reçues et des possibilités locales, des centres d'épreuves écrites pourront être ouverts dans les départements et territoires français d'outre-mer et à l'étranger.

Les dossiers d'inscription seront fournis du 16 mai au 23 juin 1978 ; les inscriptions seront reçues du lundi 5 juin au mercredi 5 juillet 1978, à seize heures.

Les demandes de dossier et les dossiers d'inscription devront être adressés, uniquement par voie postale, au ministère de l'éducation (bureau des sujets d'examens et concours), 34, rue de Châteaudun, 75436 Paris CEDEX 09.

Les candidats au certificat supérieur de revision comptable devront solliciter du conseil régional de l'ordre des

experts comptables et comptables agréés dont ils relèvent leur attestation de stage au plus tard le 19 juin 1978, délai de rigueur.

Les candidats résidant dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger sont invités à tenir compte des délais postaux lors de l'envoi de leur dossier d'inscription, pour éviter la forclusion.

L'attention des candidats est appelée sur le fait que l'usage de calculatrices électroniques à fonctionnement autonome, non imprimantes et avec entrée unique par clavier est autorisé.

Les candidats déclarés admissibles aux épreuves orales les subiront à Paris.

DECRET du 5 janvier 1978 portant acquisition de la nationalité française (J.O.R.F. n° 12 NC du 14 janvier 1978).

Article 1er.—

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents les étrangers dont les noms suivent :

Liao Wei Ping, Wei Yeung (Chine), 14-05-13, NAT.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRETE n° 271 AA du 19 janvier 1978 rendant exécutoire la délibération n° 77-136 du 22 décembre 1977 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 77-136 du 22 décembre 1977 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant modification de la délibération n° 75-41 du 14 février 1975 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant réglementation des baux à usage commercial, artisanal et industriel.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 janvier 1978.

Le haut-commissaire,
Par délégation :
Le secrétaire général,
J.-R. GARNIER.

DELIBERATION n° 77-136 du 22 novembre 1977 portant modification de la délibération n° 75-41 du 14 février 1975 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant réglementation des baux à usage commercial, artisanal et industriel.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 75-41 du 14 février 1975 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant réglementation des baux à usage commercial, artisanal et industriel ;

Vu l'arrêté n° 5835 AA du 6 décembre 1977 convoquant l'assemblée territoriale en session budgétaire ;

Vu la lettre n° 57 AE en date du 5 décembre 1977 du conseil de gouvernement, approuvée en séance le 1er décembre 1977 ;

Vu le rapport n° 185-77 du 20 décembre 1977 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 22 novembre 1977,

Adopte :

Article 1er.— Il est ajouté in fine de l'article premier de la délibération n° 75-41 susvisée l'alinéa nouveau suivant :

" De même, ces dispositions ne sont pas applicables aux " immeubles ou locaux offerts à titre temporaire par les " collectivités publiques pour permettre la reconstruction " d'immeubles vétustes ou la rénovation de quartiers insalubres ".

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,
Léon LICHTLÉ.

Le président,
Frantz VANIZETTE.

ARRETE n° 272 AA du 19 janvier 1978 rendant exécutoire la délibération n° 77-141 du 29 décembre 1977 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 77-141 du 29 décembre 1977 modifiant les dispositions des articles 1 et 2 de la décision n° 60 DOM du 26 août 1977 portant concession temporaire d'un emplacement de domaine public maritime à Faanui (Bora-Bora), à la société Club de Bora-Bora.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,
J.-R. GARNIER.

DELIBERATION n° 77-141 du 29 décembre 1977 modifiant les dispositions des articles 1 et 2 de la décision n° 60 DOM du 26 août 1977 portant concession temporaire d'un emplacement de domaine public maritime à Faanui (Bora-Bora), à la société Club de Bora-Bora.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 74 du 16 octobre 1958 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant réglementation en matière de baux domaniaux et d'occupations temporaires du domaine public maritime ;

Vu la décision n° 60 DOM du 26 août 1977 du conseil de gouvernement de la Polynésie française accordant, en concession temporaire, un emplacement de domaine public maritime à Faanui (Bora-Bora), au profit de la société Club de Bora-Bora ;

Vu l'acte administratif en date des 12 et 13 septembre 1977 ;

Vu l'arrêté n° 5835 AA du 6 décembre 1977 convoquant l'assemblée territoriale en session budgétaire ;

Vu la lettre n° 52 DOM du 24 novembre 1977 du conseil de gouvernement, approuvée dans sa séance du 16 novembre 1977 ;

Vu le rapport n° 190-77 en date du 21 décembre 1977 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 29 décembre 1977,

Adopte :

Article 1er.— Les dispositions des articles 1 et 2 de la décision n° 60 DOM du 26 août 1977 susvisée sont abrogées et remplacées par les suivantes :

Article 1er (nouveau) : Est accordé, au profit de la S.C.I. Paepaepure, en concession temporaire, un emplacement de domaine public maritime d'une superficie de 3.670 m², sis à Faanui (Bora-Bora), au droit de la terre Paepaepure, destiné à l'implantation de cinq (5) bungalows de style polynésien sur pilotis et d'un ponton.

Art. 2 (nouveau) : Cette concession, consentie pour une durée de trente (30) années consécutives pour compter du 1er septembre 1977, est faite sous réserve que la société concessionnaire acquiert la terre " Paepaepure " dans le délai de six (6) mois pour compter de la date de la décision.

La redevance annuelle de l'occupation ne pourra être inférieure à dix huit mille trois cent cinquante francs (18.350 F), payable à la caisse des domaines à Papeete. Cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations temporaires du domaine public maritime.

Le reste sans changement.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,
Léon LICHTLÉ.

Le président,
Frantz VANIZETTE.

ARRETE n° 046 AE du 20 janvier 1978 portant approbation du budget de l'exercice 1978 de la caisse de soutien des prix du coprah.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 67-99 du 11 août 1967 de l'assemblée territoriale rendue exécutoire par arrêté n° 2764 AAF du 11 août 1967 créant une caisse de soutien des prix du coprah ;

Vu l'arrêté n° 3330 FT du 4 octobre 1967 relatif à la gestion financière et comptable de la caisse de soutien des prix du coprah ;

Vu l'arrêté n° 6210 AE du 30 décembre 1977 portant désignation des membres du comité de gestion de la caisse de soutien des prix du coprah pour les années 1978 et 1979 ;

Vu la délibération n° 76-20 du 9 juillet 1976 de l'assemblée territoriale rendue exécutoire par arrêté n° 4713 AA du 12 août 1976 et annulant la proposition de délibération n° 76-118 du 31 juillet 1975 de la commission permanente, modifiant la délibération n° 67-99 du 11 août 1967 susvisée ;

Vu le renouvellement de la représentation de l'assemblée territoriale et de la chambre de commerce et d'industrie au sein du comité de gestion de la caisse de soutien des prix du coprah ;

Vu l'approbation par le comité de gestion de la caisse de soutien des prix du coprah, en sa séance du 29 décembre 1977 ;

Sur le rapport du chef du service des finances et de la comptabilité, commissaire de gouvernement auprès de la caisse de soutien des prix du coprah ;

En ayant délibéré en sa séance du 18 janvier 1978,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvé le budget de l'exercice 1978 de la caisse de soutien des prix du coprah s'élevant tant en recettes qu'en dépenses à la somme de : quatre cent vingt millions neuf cent soixante dix mille (420.970.000) francs CFP.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 janvier 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 20 janvier 1978.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

DECISION n° 048 DOM du 20 janvier 1978 autorisant l'acquisition par le territoire d'une parcelle de la terre Pautaukua 2 de 2.740 m², sise à Hakahau - Ua Pou, nécessaire à la création d'un C.E.S.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu l'avis de la commission administrative d'expertise des immeubles susceptibles d'être acquis par le territoire dans sa séance du 8 août 1977 ;

Vu le décret du 25 juin 1934 réglementant le transfert des propriétés immobilières dans le territoire ;

En ayant délibéré en séance du 18 janvier 1978,

Décide :

Article 1er.— Est autorisée l'acquisition par le territoire pour la création d'un C.E.S. à Ua Pou, d'une parcelle de

la terre Pautaukua 2, sise à Hakahau, d'une superficie de 2.470 m², appartenant à M. Hiamoeukuha Kohumoetini dit Huta, moyennant le prix de sept cent quarante et un mille francs (741.000 F), payable comptant toutes formalités remplies, et imputable au budget d'équipement du territoire - chapitre 53-01.

Art. 2.— L'acte à intervenir sera établi par Me Lequerré, notaire à Papeete, dont les frais et honoraires seront à la charge du territoire.

Art. 3.— Le chef du service des domaines et de la propriété foncière et le chef du service des finances et de la comptabilité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Papeete, le 20 janvier 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 20 janvier 1978.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

DECISION n° 049 DOM du 20 janvier 1978 autorisant l'acquisition par le territoire de deux parcelles de terrains à Papara.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret du 25 juin 1934 réglementant le transfert des propriétés immobilières dans le territoire ;

La commission administrative d'expertise ayant émis son avis dans sa séance du 15 décembre 1977 ;

En ayant délibéré en séance du 18 janvier 1978,

Décide :

Article 1er.— Est autorisée l'acquisition par le territoire des lots 9 et 10 d'un terrain dépendant de la terre Matiehani et de l'ancien domaine d'Atimaono, sis à Papara, d'une superficie de 8.442 m², et les 2/10èmes des droits indivis du chemin de servitude, appartenant à M. Alex Vanfau, époux de Mme Rosalie Jansen, moyennant le prix principal de huit millions huit cent seize mille francs (8.816.000 F), payable comptant toutes formalités remplies.

Art. 2.— Tous les frais et honoraires de l'acte à établir par Me Lejeune, notaire, seront à la charge du vendeur.

Art. 3.— La dépense nécessaire est imputable au budget d'équipement du territoire - chapitre 53 - divers domaines.

Art. 4.— Le chef du service des finances et de la comptabilité et le chef du service des domaines et de la propriété foncière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Papeete, le 20 janvier 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 20 janvier 1978.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

DECISION n° 050 DOM du 20 janvier 1978 autorisant un échange de terrains à Avera (Raiatea) entre le territoire et M. Louis Bégon nécessaire à la rectification de la route de ceinture.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret du 25 juin 1934 réglementant le transfert des propriétés immobilières dans le territoire ;

Vu la promesse d'échange en date du 5 septembre 1977 ;

La commission administrative d'expertise en ayant délibéré dans sa séance du 15 décembre 1977 ;

En ayant délibéré en séance du 18 janvier 1978,

Décide :

Article 1er.— Est autorisé, en vue de la rectification de la route de ceinture à Avera (Raiatea), l'échange sans soule de terrains entre le territoire et M. Louis Bégon.

Tels que lesdits terrains figurent au plan établi par le service des travaux publics, des mines, de l'infrastructure et de l'aménagement le 5 septembre 1977.

Art. 2.— Est déclassé du domaine routier du territoire pour faire retour à son domaine privé l'immeuble territorial visé à l'article 1er ci-dessus.

Art. 3.— Le présent échange étant réalisé dans l'intérêt général, tous les frais, droits et honoraires de cette opération seront à la charge du territoire.

Art. 4.— Le chef du service des travaux publics, des mines, de l'infrastructure et de l'aménagement, le chef de la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent et le chef du service des domaines et de la propriété foncière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Art. 5.— La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 20 janvier 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 20 janvier 1978.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

DECISION n° 053 AA du 20 janvier 1978 autorisant le territoire de la Polynésie française à défendre devant le conseil du contentieux administratif ou toute autre juridiction dans l'affaire : Association Ia Ora Te Natura.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 21 - 3° - d) ;

En ayant délibéré en séance du 18 janvier 1978,

Décide :

Article 1er.— Le territoire de la Polynésie française est

autorisé à défendre devant le conseil du contentieux administratif de la Polynésie française ou toute autre juridiction dans l'affaire : Association Ia Ora Te Natura.

Me Gérard Coppenrath, avocat-défenseur, est désigné pour assumer la défense du territoire.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 20 janvier 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 20 janvier 1978.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

DECISION n° 054 AA du 20 janvier 1978 autorisant le territoire de la Polynésie française à défendre devant le conseil du contentieux administratif ou toute autre juridiction dans l'affaire : Mme Tehei Edwige.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 21 - 3° - d) ;

En ayant délibéré en séance du 18 janvier 1978,

Décide :

Article 1er.— Le territoire de la Polynésie française est autorisé à défendre devant le conseil du contentieux administratif de la Polynésie française ou toute autre juridiction dans l'affaire : Mme Tehei Edwige.

Me Gérard Coppenrath, avocat-défenseur, est désigné pour assumer la défense du territoire.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 20 janvier 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 20 janvier 1978.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 57 AA du 20 janvier 1978 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association sportive " Les Jeunes Tahitiens ".

Vu la lettre en date du 21 décembre 1977 de M. Jacques Thunot, président de l'association sportive " Les Jeunes Tahitiens ;

En ayant délibéré dans sa séance du 18 janvier 1978,

Arrête :

Article 1er.— M. Jacques Thunot, président de l'association sportive " Les Jeunes Tahitiens " est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 24.000.000 francs composé de 120.000 billets à 200 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 30 juillet 1978 à Papeete.

Art. 2.— Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné aux oeuvres de l'association, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets. Tout vendeur d'un carnet aura droit à un billet gratuit.

Art. 3.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 4.— Les lots seront les suivants :

1er lot	5.000.000
2e lot	2.000.000
3e lot	1.000.000
4e lot	300.000
5e lot	100.000
6e lot	100.000
7e lot	100.000
8e lot	100.000

ARRETE n° 310 DOM du 20 janvier 1978 autorisant la vente par l'office des postes et télécommunications au profit du ministère de la défense (DIAPCEP) d'un terrain sis à Taravao.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment son article 63 ;

Vu la délibération n° 37 du 12 octobre 1977 du conseil d'administration de l'office des postes et télécommunications autorisant la cession d'une parcelle de terre sise à Taravao, au profit du ministère de la défense ;

Vu la décision n° 002935 DEF/DCG/D du 14 décembre 1977 du ministère de la défense autorisant l'acquisition d'une parcelle de terre sise à Taravao, de 1.096 m² ;

Vu le code du domaine de l'Etat ;

Vu le décret du 25 juin 1934 réglementant le transfert des propriétés immobilières dans le territoire,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée la vente par l'office des postes et télécommunications de la Polynésie française, au profit du ministère de la défense (direction de l'infrastructure des armées en Polynésie) d'une parcelle de terre de 1.096 m² et des constructions y édifiées, sises à Taravao, au prix de 3.430.500 francs, tel que le tout figure en un plan dressé le 12 mars 1973 par le B.E.T.P.

Art. 2.— Tous les frais et honoraires de l'opération seront supportés par la direction des armées.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 20 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

DECISION n° 58 DOM du 23 janvier 1978 autorisant un échange de terrains à Uturoa (Raïatea) entre le territoire et Mme Jean Boubée nécessaire à la rectification de la route de ceinture.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret du 25 juin 1934 réglementant le transfert des propriétés immobilières dans le territoire ;

Vu la promesse d'échange en date du 26 avril 1977 ;

La commission administrative d'expertise en ayant délibéré dans sa séance du 15 décembre 1977 ;

En ayant délibéré en séance du 18 janvier 1978,

Décide :

Article 1er.— Est autorisé, en vue de la rectification de la route de ceinture à Uturoa (Raïatea), l'échange sans soulte de terrains entre le territoire et Mme Maud Barrier, épouse Boubée.

Tels que lesdits terrains figurent au plan établi par le service des travaux publics, des mines, de l'infrastructure et de l'aménagement le 4 avril 1977.

Art. 2.— Est déclassé du domaine routier du territoire pour faire retour à son domaine privé l'immeuble territorial visé à l'article 1er ci-dessus.

Art. 3.— Le présent échange étant réalisé dans l'intérêt général, tous les frais, droits et honoraires de cette opération seront à la charge du territoire.

Art. 4.— Le chef du service des travaux publics, des mines, de l'infrastructure et de l'aménagement, le chef de la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent et le chef du service des domaines et de la propriété foncière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Art. 5.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 23 janvier 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 23 janvier 1978.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 0320 AA du 23 janvier 1978 rendant exécutoire la délibération n° 77-143 du 29 décembre 1977 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 77-143 du 29 décembre 1977 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant imposition au tarif immobilier des cessions d'actions ou de parts d'intérêts des sociétés immobilières.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 janvier 1978.

Le haut-commissaire,
Par délégation :
Le secrétaire général,
J.-R. GARNIER.

DELIBERATION n° 77-143 du 29 décembre 1977 portant imposition au tarif immobilier des cessions d'actions ou de parts d'intérêts des sociétés immobilières.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1873 sur la formalité de l'enregistrement, dans le territoire et les textes modificatifs subséquents ;

Vu la délibération n° 60-87 du 22 novembre 1960 rendue exécutoire par arrêté n° 2427 AAE/DOM du 28 novembre 1960 ;

Vu l'arrêté n° 5835 AA du 6 décembre 1977 convoquant l'assemblée territoriale en session budgétaire ;

Vu la lettre n° 68 ENR en date du 20 décembre 1977, approuvée en conseil de gouvernement le 14 décembre 1977 ;

Vu le rapport n° 195-77 en date du 27 décembre 1977 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 29 décembre 1977,

Adopte :

Article 1er.— Les cessions d'actions ou de parts sociales de sociétés immobilières conférant à leurs possesseurs le droit à la jouissance d'immeubles ou de fractions d'immeubles sont réputées avoir pour objet lesdits immeubles ou fractions d'immeubles, pour la perception des droits d'enregistrement.

Art. 2.— Les cessions sont assujetties au droit proportionnel d'enregistrement de 10 % auquel s'ajoute le droit de transcription de 2 %.

Art. 3.— Le service de l'enregistrement a le droit de contrôle de la valeur vénale des biens cédés.

Art. 4.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,
Léon LICHTLÉ.

Le président,
Frantz VANIZETTE.

ARRETE n° 0321 AA du 23 janvier 1978 rendant exécutoire la délibération n° 77-144 du 29 décembre 1977 de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 77-144 du 29 décembre 1977 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, modifiant et complétant l'article 92, § 2, 5° de l'arrêté du 15 novembre 1873.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 janvier 1978.

Le haut-commissaire,
Par délégation :
Le secrétaire général,
J.-R. GARNIER.

DELIBERATION n° 77-144 du 29 décembre 1977 modifiant et complétant l'article 92, § 2, 5°, de l'arrêté du 15 novembre 1873.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1873 sur la formalité de l'enregistrement dans le territoire et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 5835 AA du 6 décembre 1977 portant convocation de l'assemblée territoriale en session budgétaire ordinaire ;

Vu la lettre n° 67 ENR en date du 20 décembre 1977 du conseil de gouvernement approuvée dans sa séance du 14 décembre 1977 ;

Vu le rapport n° 197-77 du 29 décembre 1977 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Délibérant conformément aux textes précités ;

Dans sa séance du 29 décembre 1977,

Adopte :

Article 1er.— L'article 92, § 2, 5° de l'arrêté du 15 novembre 1873, est modifié et complété comme suit :

" Lorsque la société nouvelle ou la société absorbante prend en charge, même partiellement, le passif incombant à l'apporteur, il y a lieu à perception d'un droit de mutation à titre onéreux afférent à la nature du bien apporté et assis à concurrence du montant du passif pris en charge, à savoir :

- 5 % sur les biens meubles
- 10 % sur les biens immeubles "

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le secrétaire,
Marc DAVIO.

Le président,
Frantz VANIZETTE.

ARRETE n° 63 PECHE du 24 janvier 1978 ouvrant la pêche des trocas dans les lagons des communes de Punaauia, Paea et Papara.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu l'arrêté n° 836 ELV du 11 avril 1962 interdisant la pêche des trocas en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1449 AA du 2 mai 1967, portant création et organisation du service de la pêche ;

Vu l'arrêté n° 2792 AA du 24 octobre 1968, déterminant l'échelle des peines applicables aux infractions à la réglementation résultant les délibérations de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 145 AA du 13 janvier 1971 rendant exécutoire la délibération n° 70-112 du 29 octobre 1970 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 4 janvier 1978,

Arrête :

Article 1er.— La pêche des trocas morts est ouverte dans certaines zones des lagons de Punaauia, Paea et Papara du 16 janvier 1978 au 17 février 1978.

Art. 2.— Les zones de pêche sont les suivantes :

2.1- Commune de Punaauia

- la partie du lagon comprise entre le " lagonarium " et le bâtiment de la mairie (abritant actuellement une école primaire).

- quota de pêche estimé : 8 tonnes.

2.2- Commune de Paea

- la partie du lagon comprise entre la mairie et la limite séparative des communes de Paea et Papara.

- quota de pêche estimé : 10 tonnes.

2.3- Commune de Papara

- la portion de lagon comprise entre la passe Faarearea (école) et l'embouchure de la Taharuu.

- quota de pêche estimé : 20 tonnes.

Art. 3.— Les horaires de pêches seront définis par le service de la pêche en accord avec les maires.

Art. 4.— Le contrôle de la pêche sera exercé par les agents du service de la pêche avec les représentants de l'autorité communale.

Art. 5.— L'application des peines en cas d'infractions sera celle prévue par la délibération n° 70-112 du 26 octobre 1970 de l'assemblée territoriale rendue exécutoire par arrêté n° 145 AA du 13 janvier 1971.

Art. 6.— Le chef de la subdivision administrative des îles du Vent, le chef du service judiciaire et le chef du service de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 janvier 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 24 janvier 1978.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 64 AE du 24 janvier 1978 portant agrément de la S.A.R.L. " Punaruu Agrégats " au code des investissements de la Polynésie française pour son activité d'extraction et de concassage.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 76-89 du 5 août 1976 portant code des investissements de la Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 5255 AA du 10 septembre 1976 ;

Vu la demande d'agrément au code des investissements déposée par la S.A.R.L. " Punaruu Agrégats " ;

Vu l'avis exprimé par la commission territoriale d'agrément au code des investissements ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en séance du 18 janvier 1978,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément au code des investissements de la Polynésie française, institué par la délibération n° 76-89 du 5 août 1976 est accordé au titre de l'article 3, paragraphe H, de ladite délibération à la S.A.R.L. " Punaruu Agrégats " pour son activité d'extraction et de concassage.

Art. 2.— La S.A.R.L. " Punaruu Agrégats " bénéficiera des exonérations prévues :

- à l'article 30, soit l'exonération des droits d'enregistrement sur la constitution de la société et sur l'acquisition ou la prise à bail de biens immobiliers nécessaires à la réalisation de l'activité agréée. Si ces actes ont déjà donné lieu à perception, les sommes perçues pourront être remboursées dans les limites prévues à l'article 30 dernier alinéa ;

- aux articles 31, 32 et 33, soit l'affranchissement de la contribution des patentes, de l'impôt sur le bénéfice des sociétés et de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers pendant une durée de cinq années.

Art. 3.— La S.A.R.L. " Punaruu Agrégats " bénéficiera de la prime d'équipement au taux de 7 %, conformément au titre V de la délibération n° 76-89 du 5 août 1976 susvisée et de la prime à l'emploi, conformément aux dispositions du titre VI de cette même délibération.

Art. 4.— Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent seront soumises à l'appréciation de la commission d'agrément au code des investissements.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 janvier 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 24 janvier 1978.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 65 AE du 24 janvier 1978 portant agrément de la S.A. Tahiti Agrégats au code des investissements de la Polynésie française pour son activité d'extraction et de concassage.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 76-89 du 5 août 1976 portant code des investissements de la Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 5255 AA du 10 septembre 1976 ;

Vu la demande d'agrément au code des investissements déposée par la S.A. Tahiti Agrégats ;

Vu l'avis exprimé par la commission territoriale d'agrément au code des investissements ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en séance du 18 janvier 1978,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément au code des investissements de la Polynésie française, institué par la délibération n° 76-89 du 5 août 1976 est accordé au titre de l'article 3 paragraphe H) de ladite délibération à la S.A. Tahiti Agrégats pour son activité d'extraction et de concassage.

Art. 2.— La S.A. Tahiti Agrégats bénéficiera des exonérations prévues :

- à l'article 30, soit l'exonération des droits d'enregistrement sur la constitution de la société et sur l'acquisition ou la prise à bail de biens immobiliers nécessaires à la réalisation de l'activité agréée. Si ces actes ont déjà donné lieu à perception, les sommes perçues pourront être remboursées dans les limites prévues à l'article 30 dernier alinéa ;

- aux articles 31, 32 et 33, soit l'affranchissement de la contribution des patentes, de l'impôt foncier bâti, de l'impôt sur le bénéfice des sociétés et de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers pendant une durée de cinq ans au prorata du taux d'accroissement de sa capacité de production.

Art. 3.— La S.A. Tahiti Agrégats bénéficiera du régime particulier des bénéfices réinvestis conformément aux dispositions du titre IV de la délibération n° 76-89 du 5 août 1976 susvisée.

Art. 4.— La S.A. Tahiti Agrégats bénéficiera de la prime d'équipement au taux de 7 % conformément aux dispositions du titre V de la délibération n° 76-89 du 5 août 1976 susvisée et de la prime à l'emploi, conformément aux dispositions du titre VI de cette même délibération.

Art. 5.— Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent seront soumises à l'appréciation de la commission d'agrément au code des investissements.

Art. 6.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 janvier 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 24 janvier 1978.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

ARRÊTE n° 66 AE du 24 janvier 1978 portant agrément de la S.A. Chemical au code des investissements de la Polynésie française de son activité de fabrication de mousse polyester en blocs et en flocons.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 76-89 du 5 août 1976 portant code des investissements de la Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 5255 AA du 10 septembre 1976 ;

Vu la demande d'agrément au code des investissements déposée par la S.A. Chimecal ;

Vu l'avis exprimé par la commission territoriale d'agrément au code des investissements ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en séance du 18 janvier 1978,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément au code des investissements de la Polynésie française, institué par la délibération n° 76-89 du 5 août 1976 est accordé au titre de l'article 3 paragraphe H) de ladite délibération à la S.A. Chimecal pour son activité de fabrication de mousse polyester en blocs et en flocons.

Art. 2.— La S.A. Chimecal bénéficiera des exonérations prévues :

- à l'article 30, soit l'exonération des droits d'enregistrement sur la constitution de la société et sur l'acquisition ou la prise à bail de biens immobiliers nécessaires à la réalisation de l'activité agréée. Si ces actes ont déjà donné lieu à perception, les sommes perçues pourront être remboursées dans les limites prévues à l'article 30 dernier alinéa ;

- aux articles 31, 32 et 33, soit l'affranchissement de la contribution des patentes et de l'impôt foncier bâti, de l'impôt sur le bénéfice des sociétés et l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers pendant une durée de cinq ans.

Art. 3.— La S.A. Chemical bénéficiera de la prime d'équipement au taux de 10 % conformément aux dispositions du titre V de la délibération n° 76-89 du 5 août 1976 susvisée et de la prime à l'emploi, conformément aux dispositions du titre VI de cette même délibération.

Art. 4.— Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent seront soumises à l'appréciation de la commission d'agrément au code des investissements.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 janvier 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 24 janvier 1978.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 67 AE du 24 janvier 1978 portant agrément de la S.A. Huilerie de Tahiti au code des investissements de la Polynésie française pour son programme d'extension d'activité destiné à la fabrication d'huile de table et de crèmes solaires.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 76-89 du 5 août 1976 portant code des investissements de la Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 5255 AA du 10 septembre 1976 ;

Vu la demande d'agrément au code des investissements déposée par la S.A. Huilerie de Tahiti ;

Vu l'avis exprimé par la commission territoriale d'agrément au code des investissements ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en séance du 18 janvier 1978,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément au code des investissements de la Polynésie française, institué par la délibération n° 76-89 du 5 août 1976 est accordé au titre de l'article 3 paragraphe H) de ladite délibération à la S.A. Huilerie de Tahiti pour son programme d'extension d'activité destiné à la fabrication d'huile de table, d'huile et de crèmes solaires.

Art. 2.— La S.A. Huilerie de Tahiti bénéficiera des exonérations prévues :

- à l'article 30, soit l'exonération des droits d'enregistrement sur l'acquisition ou la prise à bail de biens immobiliers nécessaires à la réalisation de l'activité agréée. Si ces actes ont déjà donné lieu à perception, les sommes perçues pourront être remboursées dans les limites prévues à l'article 30 dernier alinéa ;

- aux articles 31, 32 et 33, soit l'affranchissement de la contribution des patentes et de l'impôt foncier bâti, l'impôt sur le bénéfice des sociétés et de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers pendant une durée de huit ans au prorata d'un taux relatif à l'augmentation de sa capacité de production.

Art. 3.— La S.A. Huilerie de Tahiti bénéficiera du régime particulier des bénéfices réinvestis conformément aux dispositions du titre IV de la délibération n° 76-89 du 5 août 1976 susvisée pour les bénéfices réalisés en 1976 et 1977.

Art. 4.— La S.A. Huilerie de Tahiti bénéficiera de la prime d'équipement au taux de 14 % conformément aux dispositions du titre V de la délibération n° 76-89 du 5 août 1976 susvisée et de la prime à l'emploi, conformément aux dispositions du titre VI de cette même délibération.

Art. 5.— Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent seront soumises à l'appréciation de la commission d'agrément au code des investissements.

Art. 6.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 janvier 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 24 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 335 FT du 24 janvier 1978 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

Vu la délibération n° 77-7 du 9 novembre 1977 du conseil d'administration du musée de Tahiti et des îles rendue exécutoire par arrêté n° 403 SGA/AA du 27 décembre 1977,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention complémentaire d'un million trois cent treize mille francs (1.313.000 CP) est accordée au musée de Tahiti et des îles.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement : chapitre 43-01, article 50, exercice 1977.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 352 AA du 25 janvier 1978 rendant exécutoire la délibération n° 77-137 du 22 décembre 1977 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 77-137 du 22 décembre 1977 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant transformation de l'école d'agriculture d'Opunohu en collège agricole d'Opunohu relevant de la loi n° 60-791 du 2 août 1960.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 25 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

DELIBERATION n° 77-137 du 22 décembre 1977 portant transformation de l'école d'agriculture d'Opunohu en collège agricole d'Opunohu relevant de la loi n° 60-791 du 2 août 1960.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 60-791 du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricole ;

Vu la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente ;

Vu la lettre n° 59 ER du 5 décembre 1977 approuvée en conseil de gouvernement le 30 novembre 1977 ;

Vu l'arrêté n° 5835 AA du 6 décembre 1977 convoquant l'assemblée territoriale en session budgétaire ;

Vu le rapport n° 189-77 en date du 20 décembre 1977 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 22 décembre 1977,

Adopte :

Article 1er.— L'assemblée territoriale de la Polynésie française habilite le conseil de gouvernement à négocier avec l'Etat (ministère de l'agriculture) une convention fixant les modalités de la participation de l'Etat à l'enseignement et à la formation professionnelle agricole en Polynésie française.

Art. 2.— Afin de fixer le cadre de l'intervention du ministère de l'agriculture, l'assemblée territoriale formule le vœu que l'école d'agriculture d'Opunohu soit transformée en " collège agricole d'Opunohu " en s'inspirant des dispositions de la loi n° 60-791 du 2 août 1960.

Art. 3.— Des arrêtés du conseil de gouvernement préciseront, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente délibération.

Art. 4.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,

Léon LICHTLE.

Le président,

Frantz VANIZETTE.

ARRETE n° 392 PECHE du 26 janvier 1978 accordant l'autorisation de pêcher dans les eaux territoriales à un thonier appâteur de la commission interaméricaine du thon tropical.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, et notamment son article 62 ;

Vu la loi n° 71-1060 du 24 décembre 1971 relative à la délimitation des eaux territoriales françaises ;

Vu la lettre 6402 TOM/AEFP/3 du 28 juillet 1977 accordant l'autorisation pour l'ensemble du programme " IATTC " ;

Vu la lettre 8487-180205 de l'IATTC du 24 décembre 1977 annonçant la deuxième étape de ce programme ;

Le conseil de gouvernement informé dans sa séance du 25 janvier 1978,

Arrête :

Article 1er.— Le navire de recherche " Mary Kay " immatriculé à San Diego sous le n° 540011, battant pavillon des Etats-Unis d'Amérique et agissant pour le compte de l'IATTC, est autorisé à pêcher dans les eaux de la Polynésie française lors de sa campagne de marquage de bonites.

Art. 2.— A titre exceptionnel, la zone de travail étant centrée sur les îles Marquises, il est dérogé à l'obligation du " premier toucher " à Papeete. En conséquence, l'ensemble de l'équipage subira au contrôle de police dès son arrivée à Taiohae (îles Nuku Hiva).

Art. 3.— La présente autorisation, qui prendra effet le 1er février 1977 est valable 5 mois.

Art. 4.— Le commandant du navire est tenu d'accepter à son bord un observateur désigné par le chef du service de la pêche. Cet observateur qui aura accès à la passerelle, aura toute facilité pour recueillir les données scientifiques qu'il jugera utiles. En cas de nécessité, il pourra utiliser les moyens radio du bord pour communiquer avec les autorités à Papeete.

Art. 5.— Le produit de la pêche qui n'aura pu être relâché, ne pourra être vendu dans le territoire sans l'accord du chef du service de la pêche.

Art. 6.— Tous les résultats, observations et renseignements tirés de cette campagne de marquage seront portés à la connaissance du haut-commissaire, du conseil de gouvernement et du centre océanologique du Pacifique.

Art. 7.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 janvier 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 399 AA/FT du 27 janvier 1978 rendant exécutoire la délibération n° 78-9 du 21 janvier 1978 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 78-9 du 21 janvier 1978 de l'assemblée territoriale, portant approbation du budget du territoire pour l'exercice 1978.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 janvier 1978.
Paul COUSSERAN.

DELIBERATION n° 78-9 du 21 janvier 1978 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1978.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 5835 AA du 6 décembre 1977, convoquant l'assemblée territoriale en session budgétaire ;

Vu les lettres n°s 72 FT du 27 décembre 1977 et 003 FT du 5 janvier 1978 du conseil de gouvernement ;

Vu le rapport n° 2-78 du 18 janvier 1978 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 21 janvier 1978,

Adopte :

Article 1er.— Sous réserve des dispositions réglementaires visant à modifier le régime fiscal actuel du territoire, continueront d'être opérées pendant l'année 1978 et conformément aux délibérations et arrêtés en vigueur :

1°) La perception des impôts, produits et revenus affectés au territoire ;

2°) La perception des impôts et centimes additionnels affectés aux collectivités et établissements publics.

Art. 2.— Conformément aux dispositions de l'article 76 du décret du 30 décembre 1912 toutes contributions, directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées par les règlements en vigueur, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en poursuivraient le recouvrement d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

Art. 3.— Sont également poursuivis comme concussionnaires, tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque, et pour quelque motif que ce soit, auront sans autorisation réglementaire, accordé toute exonération ou franchise de droit, impôt ou taxe publique, ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits des établissements et services territoriaux.

Art. 4.— Pour l'exercice 1978, les ressources affectées au budget, évaluées dans les tableaux annexés à la présente délibération, sont fixées aux chiffres suivants :

TITRE I - Recettes fiscales	8.907.000.000
TITRE II - Revenus du domaine	9.300.000
TITRE III - Recettes des exploitations et services - produits divers	236.864.000
TITRE IV - Contributions, subventions et fonds de concours pour dépenses de fonctionnement	94.000.000
TITRE V - Prélèvements sur la caisse de réserve pour dépenses de fonctionnement	-
Total des ressources ordinaires	9.247.164.000

TITRE VI - Participation du budget ordinaire aux dépenses d'équipement et produit des aliénations	215.167.000
TITRE VII - Produit des avances et emprunts	3.876.014.000
TITRE VIII - Contributions, subventions et fonds de concours pour dépenses d'équipement	36.227.000
TITRE IX - Prélèvements sur la caisse de réserve pour dépenses d'équipement	150.172.000
Total des ressources extraordinaires	4.277.580.000

Art. 5.— Le montant des crédits ouverts pour 1978 est fixé, conformément aux tableaux ci-annexés, à la somme de : 13.524.744.000 francs, se décomposant de la manière suivante :

TITRE I - Dette publique	834.393.000
TITRE II - Pouvoirs publics	135.150.000
TITRE III - Moyens des services	3.979.399.000
TITRE IV - Contributions, subventions, fonds de concours pour dépenses de fonctionnement	4.298.222.000
Total des dépenses ordinaires	9.247.164.000
TITRE V - Investissements directs du territoire	3.949.522.000
TITRE VI - Contributions, subventions, fonds de concours pour dépenses d'investissement	328.058.000
Total des dépenses extraordinaires	4.277.580.000
Total général	13.524.744.000

Art. 6.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,
Léon LICHTLE.

Le président,
Frantz VANIZETTE.

ARRETE n° 452 AA du 2 février 1978 portant création de la commission de propagande chargée d'assurer l'envoi et la distribution des documents électoraux pour les élections législatives des 12 et 26 mars 1978.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-945 du 13 octobre 1958 relative à l'élection des députés à l'assemblée nationale ;

Vu l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer modifiée et complétée par les lois n° 59-959, n° 61-819, 66-1023 et 77-1340 des 31 juillet 1959, 29 juillet 1961, 29 décembre 1966 et 8 décembre 1977 ;

Vu le décret modifié n° 59-394 du 11 mars 1959 portant application de l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 78-66 du 23 janvier 1978 portant convocation du collège électoral pour l'élection des députés, représentant le territoire de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Il est créé une commission chargée d'assurer l'envoi et la distribution de tous les documents de propagande électorale. Cette commission dressera la liste des imprimeurs agréés pour procéder à l'impression des documents électoraux, fournira les enveloppes nécessaires à l'expédition des circulaires et fera préparer leur libellé, mettra à la disposition des candidats les quantités de papier nécessaires à l'impression des documents électoraux et assurera leur expédition et leur distribution dans les conditions fixées par un arrêté du chef du territoire.

Art. 2.— Cette commission compétente pour les deux circonscriptions électorales du territoire est composée comme suit :

MM. Y. Pégourier, président du tribunal supérieur d'appel de Papeete	Président
J.C. Simon, chef du service des affaires administratives	Membre
J.J. Yonnet, inspecteur central du trésor	»
Ch. Castet, chef des services postaux et financiers de l'O.P.T.	»
M. Langomazino, inspecteur d'administration	Secrétaire

Les candidats ou leurs mandataires peuvent participer aux travaux de la commission avec voix consultative.

Art. 3.— La commission se réunira sur convocation de son président aux date, heure et lieu fixés par lui.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 février 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 458 AA du 2 février 1978 fixant la composition de la commission chargée de proposer les tarifs d'impression des documents électoraux pour les élections législatives des 12 et 26 mars 1978.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer modifiée et complétée par les lois n° 59-959, n° 61-819, n° 66-1023 et 77-1340 des 31 juillet 1959, 29 juillet 1961, 29 décembre 1966 et 8 décembre 1977 ;

Vu le décret modifié n° 59-394 du 11 mars 1959 portant application de l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 78-66 du 23 janvier 1978 portant convocation du collège électoral pour l'élection des députés représentants à l'assemblée nationale des territoires de la Polynésie française et des îles Wallis et Futuna,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 20 du décret n° 59-394 du 11 mars 1959 est créée une commission spéciale chargée de proposer les tarifs d'impression et d'affichage des documents électoraux en vue du remboursement des dépenses aux candidats aux élections à l'assemblée nationale des 12 et 26 mars 1978 ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés.

Art. 2.— Cette commission compétente pour les deux circonscriptions électorales est composée comme suit :

MM. Simon, chef du service des affaires administratives, représentant le haut-commissaire	Président
Yonnet, inspecteur central du trésor	Membre
Buisson, chef du bureau finances Etat	»
Pugin, représentant les imprimeurs	»
Langomazino, inspecteur d'administration	Secrétaire

Art. 3.— La commission se réunira sur convocation de son président.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 février 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

DECISION n° 87 AE du 3 février 1978 relative aux prix de vente des oeufs locaux à Tahiti et Moorea.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,
Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret du 2 mai 1939 pris pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 ;

Vu l'arrêté n° 2606 AE du 10 juillet 1974 réglementant la vente des oeufs locaux à Tahiti et Moorea ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en sa séance du 1er février 1978,

Décide :

Article 1er.— Le prix maximum de vente au consommateur des oeufs locaux est fixé, pour Tahiti et Moorea, à :

- 162 francs CFP la douzaine.

Art. 2.— Les marges prélevées par les différents intermédiaires commerciaux ne peuvent dépasser :

- 10 francs CFP au stade du détail ;

- 17 francs CFP au stade de gros
par douzaine d'œufs.

Art. 3.— Sont abrogées les dispositions de l'arrêté n° 2606 AE du 10 juillet 1974 réglementant la vente des oeufs locaux à Tahiti et Moorea.

Art. 4.— Les infractions aux dispositions de la présente décision sont sanctionnées dans les conditions déterminées par le décret du 2 mai 1939 pris pour l'application de la loi du 11 juillet 1938.

Art. 5.— La présente décision, qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera, prend effet à compter du 1er février 1978.

Papeete, le 3 février 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire :
le 3 février 1978.

Par délégation :

Le secrétaire général,
J.R. GARNIER.

ARRETE n° 519 AA du 6 février 1978 *déclarant close la session ordinaire, dite session budgétaire, de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.*

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 35 ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie ;

Vu l'arrêté n° 5835 AA du 6 décembre 1977 convoquant l'assemblée territoriale de la Polynésie française en session ordinaire, dite session budgétaire ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré le 6 février 1978 (consultation à domicile),

Arrête :

Article 1er.— La session ordinaire, dite session budgétaire, de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, ouverte le 15 décembre 1977 par arrêté n° 5835 AA du 6 décembre 1977, est déclarée close le jeudi 2 février 1978 à 14 h 30.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié, selon la procédure d'urgence, partout où besoin sera.

Papeete, le 6 février 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,
J.-R. GARNIER.

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE DES ILES DU VENT

DECISION n° 331 IDV/AU du 23 janvier 1978 *autorisant le lotissement " Moanarama " à Mahina (1re tranche).*

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements ;

Vu la demande d'autorisation déposée par M. Fortuné Borgna, gérant de la Socioro, le 19 décembre 1977, pour le compte de la Sotagri, concernant la réalisation d'un lotissement sur une partie du domaine Nono-Au sise dans la commune de Mahina, à dénommer lotissement " Moanarama ", 1re tranche ;

Vu la décision n° 1658 IDV/AU du 7 avril 1977 prenant en considération le projet de mise en valeur, sous forme de lotissement à usage d'habitation, du domaine Nono-Au ;

Vu les observations de l'association des propriétaires des lotissements Mahina Pari, Tahua Iti I, II, III ;

Vu la lettre n° 71-1130 du 14 janvier 1972 autorisant la route dite " Route du Chemin du Paradis " ;

Vu l'avis favorable du chef du service de l'aménagement et de l'urbanisme,

Décide :

Article 1er.— Le lotissement en 9 lots destinés à la vente consentie pour l'habitation, sur une partie du domaine Nono-Au sise dans la commune de Mahina, demandé par M. Fortuné Borgna, gérant de la Socioro pour le compte de la Sotagri, constituant la 1re tranche du lotissement " Moanarama ", est autorisé.

Art. 2.— La voie d'accès aux lots 7, 8 et 9 sera revêtue d'une couche asphaltée.

Les caniveaux d'écoulement des eaux pluviales seront bétonnés ou traités de façon à empêcher tout ravinement ou affouillement des voies et talus.

La continuité du caniveau au droit de chaque accès aux parcelles sera assurée par un passage busé.

Il sera, en outre, prévu un caniveau en bord des rampes d'accès aux lots 1, 2 et 3.

Art. 3.— Les paragraphes 5 et 6 de l'article 34 du cahier des charges, qui sont en contradiction avec les dispositions de l'article 31, seront supprimés.

Art. 4.— Toutes les prescriptions particulières définies dans les articles 8 et 9 de la décision n° 1658 IDV/AU du 7 avril 1977 seront respectées.

Art. 5.— Le dossier définitif du lotissement, rectifié en fonction des prescriptions de la présente décision et le cahier des charges correspondant, seront soumis pour approbation avant toute demande de délivrance du certificat prévu à l'article 44 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961.

Art. 6.— La présente décision et le dossier du lotissement approuvé sont mis à la disposition du public au secrétariat de la mairie de Mahina et au secrétariat du service de l'aménagement et de l'urbanisme.

Papeete, le 23 janvier 1978.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

Le chef de la subdivision administrative
des îles du Vent,
J.-J. DELARCE.

AVIS OFFICIELS

SERVICE DES DOUANES

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane

(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961).

Journées des : 16 au 28 février 1978 inclus

PAYS	DEVICES	COURS EN FRS. PACIF.
ETATS-UNIS.....	1 dollar U.S.A.	89, 14
CANADA.....	1 dollar canadien	80, 35
ALLEMAGNE OCCIDENTALE.....	1 deutsch mark	42, 29
AUTRICHE.....	1 schilling	5, 90
BELGIQUE.....	1 franc belge	2, 72
DANEMARK.....	1 couronne danoise	15, 56
GRANDE-BRETAGNE.....	1 Livre sterling	172, 56
ITALIE.....	100 liras	10, 32
NORVEGE.....	1 couronne norvég.	17, 34
PAYS-BAS.....	1 florin	39, 51
PORTUGAL.....	1 escudo	2, 20
SUEDE.....	1 couronne suéd.	19, 15
SUISSE.....	1 franc suisse	47, 57
AUSTRALIE.....	1 dollar	101, 52
NOUVELLE-ZELANDE.....	1 dollar	91, 42
HONG-KONG.....	1 dollar	19, 34
JAPON.....	100 yens	36, 92
ESPAGNE.....	1 peseta	1, 10
SINGAPOUR.....	1 dollar	38, 35

SERVICE DE L'AMENAGEMENT ET DE L'URBANISME

AVIS OFFICIEL

Le service de l'aménagement et de l'urbanisme a été saisi par Me Marcel Lejeune, mandataire de Mme Jeanne Dupond, épouse Pierron, d'une demande d'autorisation de lotir en huit (8) lots une parcelle de la terre Maramaitotia, sise à Papeete, quartier Sainte Amélie.

Conformément aux prescriptions de l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements, et en particulier son article 5, tout propriétaire riverain pourra déposer ou adresser ses observations au service de l'aménagement et de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction) où les dossiers peuvent être consultés.

Les observations et avis seront reçus jusqu'au 28 février 1978.

*Le chef du service de l'aménagement
et de l'aménagement,*

F. DUPUY.

ENQUETE

"de commodo et incommodo"

RECTIFICATIF à l'avis n° 78-2 du 20 janvier 1978.

Au lieu de :

" Conformément aux dispositions de la délibération de

" l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire. "

Lire :

" Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire et à l'arrêté n° 896 APA du 27 juin 1952 portant réglementation de l'installation des bals publics et dansings et de la diffusion musicale publique. "

Le reste sans changement.

ENQUETE

"de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire, en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissement, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête de "Commodo et Incommodo" est ouverte pendant quinze jours à compter du 14 février 1978 sur une demande formulée par M. Mu Yves Elia demeurant à Fetuna (Raïatea), en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène de marque Lister d'une puissance de 4,5 KVA à Fetuna (commune de Tumaraa).

Cette installation est classée en 3e catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 28 février 1978 à 17 heures.

M. Gérard Delaite, chef de la subdivision des travaux publics, des mines, de l'infrastructure et de l'aménagement des I.S.L.V., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur.

Uturoa, le 13 janvier 1978.

Le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative
des Iles Sous-le-Vent,*

J. ZEBROWSKI.

ENQUETE

"de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissement, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête de commodo et incommodo est ouverte pendant 30 jours à compter du 15 février 1978 sur une demande formulée par la société Bomatec (Papeete) en vue d'obtenir l'autorisation d'installer une usine pour la fabrication de parpaings et de buses à Uturoa sur une partie de la terre "Hopa" dite Farapapai. Cette usine sera équipée de matériels électriques.

Cette installation est classée en 1re catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 16 mars 1978 à 17 heures.

M. Gérard Delaite, chef de la subdivision des travaux publics, des mines, de l'infrastructure et de l'aménagement, des I.S.L.V., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur.

Uturoa, le 25 janvier 1978.

Le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative
des îles Sous-le-Vent,*

J. ZEBROWSKI.

ENQUETE

" de commodo et incommodo "

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissement, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête de commodo et incommodo est ouverte pendant 15 jours à compter du 1er mars 1978 sur une demande formulée par Mme Andrée Tehahe née Grojant demeurant à Uturoa (Raiatea) en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène Lister d'une puissance de 4,5 KVA sur la terre Pufau sise dans la commune de Tumaraa.

Cette installation est classée en 3e catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 15 mars 1978 à 17 heures.

M. Gérard Delaite, chef de la subdivision des travaux publics, des mines, de l'infrastructure et de l'aménagement, des I.S.L.V., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur.

Uturoa, le 26 janvier 1978.

Le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative
des îles Sous-le-Vent,*

J. ZEBROWSKI.

ENQUETE

" de commodo et incommodo "

AVIS N° 78-5 AU.

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Léo Wong en vue d'obtenir l'autorisation d'installer une menuiserie dans un local existant dans la commune de Faaa, route Tavararo à 150 mètres environ en amont de l'ancien terrain de foot-ball de l'A.S. Tefana, sur la parcelle de la terre " Ruheruhe " et Paevai, une enquête de commodo et incommodo est ouverte à compter du 25 février 1978 jusqu'au 24 mars 1978.

Cette menuiserie sera équipée des matériels suivants : 1 scie circulaire, 1 scie à ruban, 1 raboteuse, 1 polisseuse, 1 perceuse et 1 machine combinée " mortaiseuse et dégau-chisseuse ".

M. Marcel Cadousteau, contrôleur d'urbanisme est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur :

le dossier pourra être consulté auprès de lui et il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête (service de l'aménagement et de l'urbanisme, immeuble administratif, rue du commandant Destremeau à Papeete, tel. 2.46.50).

Papeete, le 30 janvier 1978.

Le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement
et de l'urbanisme,*

F. DUPUY.

ENQUETE

" de commodo et incommodo "

AVIS N° 78-3 AU.

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Emmanuel Lou en vue d'obtenir l'autorisation d'installer une fabrique de crème glacée (ice cream) et de sorbets dans l'immeuble Pépé Chin Foo, sis dans la commune de Papeete, vallée de Fautaua, lieu-dit Titiro, une enquête de commodo et incommodo est ouverte à compter du 25 février 1978 jusqu'au 11 mars 1978.

L'installation comprend 8 compresseurs frigorifiques dont 2 de 10 CV, 4 de 7,5 CV et 2 de 5 CV, à refroidissement à eau totalisant une production horaire de 38.040 frigories.

M. William Ellacott, contrôleur d'urbanisme est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur : le dossier pourra être consulté auprès de lui et il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête (Service de l'aménagement et de l'urbanisme, immeuble administratif, rue du commandant Destremeau à Papeete. tél. 2.46.50).

Papeete, le 31 janvier 1978.

Le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement
et de l'urbanisme,*

F. DUPUY.

ENQUETE

" de commodo et incommodo "

AVIS N° 78-6 AU.

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Frank Cauvin en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un élevage de lapins abritant en permanence 600 animaux dont 90 lapins et un groupe électrogène de 3,5 KVA, refroidissement à eau, 650 tr/mn dans la section de Tautira (fenua Aihere) de la commune de Taiarapu Est sur une partie de la terre Huiotehohora, une enquête de commodo et incommodo est ouverte à compter du 25 février 1978 jusqu'au 24 mars 1978.

M. Philippe Raust, docteur vétérinaire de l'économie rurale est désigné pour remplir les fonctions de commis-

saire enquêteur : le dossier pourra être consulté auprès de lui et il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête (service de l'économie rurale, section élevage Pirae Tél. 2.81.44).

Papeete, le 31 janvier 1978.

Le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement
et de l'urbanisme,*

F. DUPUY.

ENQUETE

"de comodo et incommodo"

AVIS N° 78-7 AU.

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Heo Moun Heou Then Fat en vue d'obtenir l'autorisation d'installer une porcherie abritant 30 truies, 2 verrats et 70 porcelets environ dans la section de Papenoo de la commune de Hitiaa O Te Ra sur la terre Roma, P.K. 18,500, côté montagne, à 70 mètres de la route de ceinture, une enquête de comodo et incommodo est ouverte à compter du 25 février 1978 jusqu'au 24 mars 1978.

M. Philippe Raust, docteur vétérinaire du service de l'économie rurale, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur : le dossier pourra être consulté auprès de lui et il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête (section élevage - service de l'économie rurale Pirae, tél. 2.81.47).

Papeete, le 3 février 1978.

Le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement
et de l'urbanisme,*

F. DUPUY.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete, le 14 décembre 1977, il a été établi les statuts de la "SOCIETE CIVILE PROFESSIONNELLE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES DESCLAUX-BUHAGIAR" dont les caractéristiques sont les suivantes :

Forme : Société Civile Professionnelle

Objet : L'exercice en commun de la profession de commissaire aux comptes

Raison sociale : "SOCIETE CIVILE PROFESSIONNELLE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES DESCLAUX-BUHAGIAR"

Durée : 50 années à compter du jour de l'inscription de la société sur la liste des commissaires aux comptes

Siège : Papeete, lieudit "Le Pic Rouge"

Capital : 2.600.000 francs CFP, divisé en 260 parts de 10.000 francs CFP chacune, entièrement libérées

Associés : Monsieur Jean Roger DESCLAUX, commissaire aux comptes de sociétés, demeurant à Papeete, lieudit "Pic Rouge"
Et Monsieur Yves René Louis BUHAGIAR, commissaire aux comptes de sociétés, demeurant à Arue PK 4,500

Gérants : Messieurs Roger DESCLAUX et Yves BUHAGIAR, nommés pour une durée illimitée.

La société a été inscrite sur la liste des commissaires aux comptes dressée par la Commission Régionale (Territoire de la Polynésie française) le 12 janvier 1978.

Pour insertion :

Me LEJEUNE,

Notaire à Papeete.

Etude de Me Marguerite LIU-BOULOC Avocat PAPEETE-TAHITI

D'un jugement rendu par défaut par le Tribunal Civil de Première Instance le 6 juillet 1977 enregistré et signifié :

ENTRE : Mme Lydia TUTURURAI, demeurant à HAO (OTEPA) a pour avocat Me LIU-BOULOC à PAPEETE (Tahiti),

CONTRE : M. André MAPOTOEKE, demeurant à NOU-MEA QUARTIER YAHOUÉ, lotissement Soulard,

Il appert que le divorce d'entre les époux TUTURURAI-MAPOTOEKE a été prononcé aux torts exclusifs du mari.

Pour extrait :

M. LIU-BOULOC

Etude de Maîtres Claude GIRARD et Denise GIRARD- GOUPIL Avocats à Papeete

D'une requête datée du 1er février 1978 il appert que M. Charles FONG LOI, instituteur, et son épouse Sylvie LOSSING, institutrice, demeurant ensemble à FAAA-PAMATAI PK 2,700, ont sollicité du Tribunal civil de première instance de Papeete l'homologation du régime de séparation de biens qu'ils sont convenus d'adopter selon acte reçu par Me Eric LEQUERRÉ, notaire à Papeete, le 17 janvier 1978.

Pour extrait :

Claude GIRARD.

PREMIERE INSERTION

Suivant acte ssp en date à Papeete du 12 janvier 1978, enregistré à Papeete le 26 janvier 1978, F° 42, Bord. 1152/6, Madame LI CHEN FOC Lydie, commerçante, demeurant à Papeete, a vendu à Madame LI CHIN FOC Delhia, épouse TCHONG WONG, demeurant à Papeete, le fonds de commerce de Négociant, de boucherie en détail, de fabricant de glaces et de sorbets et de fabricant de pâtisserie commune, qu'elle exploite à Papeete, rue Nansouty.

Les oppositions s'il y a lieu, devront être faites, dans les dix jours de la seconde insertion, et seront reçues au siège du fonds vendu.

Pour première insertion :

Mme Delhia LI CHIN FOC.

Seconde insertion

Suivant acte sous seing privé en date à Papeete du 2 Janvier 1978, enregistré à Papeete, le 4 Janvier 1978 F° 38, Bord. 1049/8,

Monsieur Alexandre SIU, commerçant, demeurant à Papeete, a vendu à Monsieur Alain SIU, le fonds de commerce de fabricant de produits de nettoyage, exploité à Papeete, avenue Georges Bambridge.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites dans les dix jours de la présente insertion seront reçues au siège du fonds vendu où domicile a été élu.

Pour seconde insertion :
Alain SIU.

Seconde insertion

Suivant acte sous seing privé en date à Papeete du 2 Janvier 1978, enregistré à Papeete, le 4 Janvier 1978 F° 38, Bord. 1049/9,

Monsieur François YAZOT demeurant à Papeete, a vendu à Madame Julienne WONGUE épouse YAZOT, le fonds de commerce de Négociant, exploité à Papeete, angle des rues Cardella et Maréchal Foch.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites dans les dix jours de la présente insertion seront reçues au siège du fonds vendu où domicile a été élu.

Pour seconde insertion :
Mme Julienne WONGUE épouse YAZOT.

Suivant acte sous signatures privées en date à PAPEETE du 18 janvier 1978 portant la mention " Enregistré à PAPEETE le 19 janvier 1978, bordereau 1122/1, folio 41, " Monsieur Auguste Alphonse HELLEMONT et Madame Gisèle BONNO, demeurant ensemble à PAPEETE ont cédé à Monsieur Paul Henere FAEHAU, matelassier-bourrelrier, et Madame Maoe Adèle RICHMOND, son épouse demeurant ensemble à PUNAAUIA, P.K. 17,400, côté montagne,

Un fonds de commerce de matelassier-bourrelrier, sis et exploité à PAPEETE, Avenue du Chef Vairaatoa, et pour lequel Monsieur HELLEMONT est inscrit au Registre de Commerce de Papeete sous le numéro 288 A, moyennant un prix payé comptant et quittancé à l'acte.

La prise de possession a été fixée au 1er janvier 1978.

Les oppositions, s'il y a lieu seront reçues dans les dix jours de la dernière publication chez L. RABU, Conseiller Juridique, demeurant à PAPEETE, rue Dumont D'Urville.

Pour première insertion :
L. RABU.

GREFFE DES TRIBUNAUX DE PAPEETE

D'un jugement rendu le 26 octobre 1977 sous N° 1370-47 par le Tribunal Mixte de Commerce à la requête du Syndic de la liquidation des biens de la " SARL CABARET " il a été extrait ce qui suit : " Reporte la date de la cessation des paiements de la SARL CABARET et la fixe au 1er mai 1977 ".

Le greffier en chef,
G. REID.

GREFFE DES TRIBUNAUX DE PAPEETE — TAHITI

D'un jugement rendu le 30 Novembre 1977 sous N° 1590-58 par le Tribunal Mixte de Commerce dans l'affaire opposant la Société HACHETTE PACIFIQUE à Dame BOUSQUET née WONG il a été extrait ce qui suit :

" Prononce le règlement judiciaire de dame Oe YAO (dite Eliane) WONG épouse BOUSQUET née le 8 septembre 1936 à Papeete - exploitant le fonds de commerce PHOT-SHOP à Pirae,

" Fixe la date de cessation de paiement au 31 mai 1976,

" Nomme le Président de ce Tribunal comme juge commissaire et M. Christian POURCHER, comme Syndic.

NOTA : suivant ordonnance N° 1712 en date du 30 décembre 1977, Monsieur Claude VASCHALDE a été substitué à M. POURCHER aux fonctions de Syndic provisoire du règlement judiciaire de Dame BOUSQUET.

Le Greffier en Chef,
G. REID.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DES TRIBUNAUX DE PAPEETE - ILE TAHITI

PROCES-VERBAL
ASSEMBLEE GENERALE DESIGNATION ET INSCRIPTION DES EXPERTS AGREES
SEANCE DU 12 JANVIER 1978

L'an mil neuf cent soixante dix-huit et le douze janvier à onze heures, le Tribunal supérieur d'appel réuni en Assemblée générale où étaient présents :

MM. Pégourier Yves, Président
Girard Roland, Procureur de la République
Duval Jean-Yves, Substitut du Procureur de la République
et Dexter Warren, Greffier

a arrêté ainsi qu'il suit la liste des experts agréés auprès des tribunaux de Papeete, pour l'année judiciaire 1978 :

Experts en automobiles

- Hollande Charles Marcel, 58 ans, BP 2316, Papeete, tél. 2.55.08 et 2.91.71
- Choquet André, 33 ans, SP 91309, tél. 2.65.01 (CEP)
- Ellacott Thomas, 39 ans, lot.Pater n° 66 - Pirae, BP 5092, tél. 2.87.30

Experts en comptabilité

- Law Michel, 46 ans, rue Cook, Papeete, tél. 2.98.80
- Lii Jean-Pierre, 34 ans, imble Baly, rue Gauguin, Papeete, tél. 2.76.89
- Liao Robert, 34 ans, rue Frère Ploërmel, BP 194, Papeete, tél. 2.75.23
- Harout Michel, 42 ans, imble Toriri, av. Clémenceau, Papeete, tél. 2.95.95 et 2.54.04
- Mu Si Yan Charles, 30 ans, rue Clappier, BP 1152, Papeete, tél. 2.58.23
- Lefait Julien, 40 ans, Maurel & Cie, BP 1476, Papeete, tél. 2.50.79
- Ancel Patrick, 31 ans, c/o FITEC, BP 608, Papeete, tél. 2.66.24
- Pajonck Pierre, 48 ans, rue du Commandant Chessé, BP 303, Papeete

- Buhagiar Yves, 28 ans, BP 971, Papeete, tél. 2.75.42
Experts (contrôle et inspection travaux sous-marins)
- Audigier Claude Michel René, 38 ans, Marine Corail, BP 40, Papeete, tél. 2.97.75
- Pélissier Jean-Paul, 43 ans, Marine Corail, BP 40, Papeete, tél. 2.82.26

Experts Maritimes

- Bourat Maurice, 42 ans, bureau Véritas, BP 2445, Papeete, tél. 2.80.86 et 2.61.83
- Baudry Bernard, 44 ans, lot. Vaitareia n° 26, PK 6,500, Faaa

Experts (Electricité - Electronique)

- Chungall Philippe Nestor, 47 ans, Sodrelec, Pr. Hinoi, Papeete, tél. 2.66.68

Experts géomètres

- Brodien Jean, 44 ans, quai du Commerce, Papeete, tél. 2.82.92
- Tarahu Pierre Charles, 50 ans, derrière Lycée Gauguin, Tipaerui-Papeete, tél. 2.09.19
- Chavez Georges, 34 ans, Voirie Papeete, BP 106, tél. 2.07.66
- Mathio Jean-Claude, 41 ans, Yacht-Club Arue, tél. 2.78.03
- Maitere Frédéric, 38 ans, imble Wohler, Pr. Hinoi, Papeete, tél. 2.55.07
- Jacob Christian, 32 ans, rue Ch. Viénot, imble Guilloux, BP 2525, Papeete, tél. 2.79.18
- Delanoe Alain, 37 ans, Uturoa, Raiatea
- Morault Jehan, 28 ans, BP 5269, Pirae, tél. 8.12.25

Experts en bâtiments

- Weinmann Rodolphe, 41 ans, Urban. Pirae, BP 452, tél. 2.99.94
- Dubray André, 42 ans, imble Toriri, Mamao-Papeete, BP 1040, tél. 2.86.61
- Blondelle Christian, 33 ans, n° 13 lot. Pater, Pirae, BP 1280, tél. 2.53.40
- Llobet Justin Jean, 65 ans, rue principale, BP 148, Uturoa-Raiatea
- Burgaud Robert, 51 ans, Bellevue, Pirae, BP 1101, Fareute, tél. 2.02.64
- Grolez Jean, 51 ans, Route Cité de l'Air, PK 5,500, Faaa, BP 1386, Papeete, tél. 2.49.96

Experts en pharmacie

- Carsin Alain, 34 ans, (toxicologue), pharmacie de l'hôpital, laboratoire chimie, Papeete
- Ancelin Jean-Louis, Santé publique, BP 134, Papeete
- Kalpakis Prodomos, 40 ans, Santé publique, BP 134, Papeete
- Meillon Christian, 29 ans, Santé publique, BP 134, Papeete

*Interprètes**(Pour la langue anglaise)*

- Crenn Jacques, 50 ans, Centre Vaima, Papeete, tél. 2.44.14
- Schenck Earl, 51 ans, imble Laguesse, Place Notre-Dame, Papeete, tél. 2.71.08
- Boyack James, 34 ans, quartier Smith, Tipaerui-Papeete, BP 912, tél. 2.84.65

- Ayache Elisabeth, 26 ans, Fariipiti-Papeete, BP 690, tél. 2.71.08
 - Tanner Gillian épouse Dubois, 26 ans, BP 3388, Papeete, tél. 2.53.29 c/o Dubois chez Lejeune
 - Lee Sarah née Siao Yu Tsin, 42 ans, BP 140, Papeete
(Pour la langue chinoise)
 - Vongy Gatien (Qui Sang), 59 ans, face Liu Fong, Pr. Hinoi, Papeete, tél. 2.09.47 et 2.82.55
- De tout ce qui précède, a été dressé le présent procès-verbal.
- signé : Y. PEGOURIER - R. GIRARD - J.Y. DUVAL
- W. DEXTER.

Pour expédition certifiée conforme :

Le greffier,
W. DEXTER.

ANNONCES DIVERSES

SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE ET D'AQUACULTURE DE TAHUAREVA (TAUTIRA)

EXTRAITS DE STATUTS

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée TAHUAREVA.

La Circonscription Territoriale comprend : Section Commune de TAUTIRA.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à : TAUTIRA.

Composition du premier conseil d'Administration

Président	: DEANE Tapeta née TEIHOARII
Vice-président	: DEANE Oscar
Secrétaire trésorier	: PIHAHUNA Yvonne née RAAPOTO
Secrétaire trésorier adjoint	: TEIHOARII Maui née RAPARII
1er assesseur	: TEHAAMOANA Opura
2e assesseur	: BARFF Vahirua.

Certificat de dépôt n° 12 du 4 janvier 1978.

SOCIETE DE SOLIDARITE ET DE BIENFAISANCE
CHEE KONG TONG

Les membres de la Société CHEE KONG TONG se sont réunis le 15 janvier 1978 et ont procédé au renouvellement du bureau pour les années 1978 et 1979.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: YAU Alain
Vice-Président	: TCHEN Emile
Secrétaire	: CHONG FAT Kim Sing
Trésorier	: CHANGUE Joseph
Commissaire	: WONG Sun Chia

BANQUE DE TAHITI S.A.

Siège social : Papeete — TAHITI

Liste des Banques françaises d'Outre-mer n° 6

SITUATION AU 31 DECEMBRE 1977

ACTIF

Caisse, instituts d'émission, trésor public, comptes courants postaux.....	267.777.702
Banques et entreprises non bancaires admises au marché monétaire :	
a) Comptes à vue	540.918.334
b) Comptes et prêts à échéance.....	1.873.245.845
Bons du trésor et valeurs reçues en pension ou achetées ferme	318.126.045
Crédits à la clientèle - portefeuille :	
a) Crédits à court terme	498.978.357
b) Crédits à moyen terme.....	679.184.935
c) Crédits à long terme	49.966.813
Crédits à la clientèle - comptes débiteurs	1.086.393.940
Comptes de régularisation et divers.....	89.643.814
Débiteurs divers.....	21.097.586
Titres de placements :	
Autres titres que fonds d'Etat	20.031.817
Titres de filiales et participations	53.557.637
Immobilisations	117.108.228
Total de l'Actif (en C.F.P.)	5.616.031.053

HORS-BILAN (en milliers de francs CFP)

Cautions et avals pour le compte de la clientèle	495.170
Ouvertures de crédits confirmés	259.873
Autres engagements	113.934

COOPERATIVE DES PECHEURS ET AQUACULTEURS DE TAIETE TAUTURU (FAAONE)**EXTRAITS DE STATUTS**

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents statuts, une société coopérative dénommée TAIETE TAUTURU. La circonscription territoriale comprend : la section de commune de Faaone. La coopérative a pour objet l'achat de produits nécessaires aux sociétaires, la commercialisation et la transformation des produits collectés auprès des sociétaires, la caution mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la coopérative est fixée à cinquante années. Le siège est établi à Faaone.

PASSIF

Instituts d'émission, banques et entreprises non bancaires admises au marché monétaire :	
a) Comptes à vue.....	56.197.551
b) Comptes et emprunts à échéance.....	
Comptes d'entreprises et divers :	
a) Comptes à vue.....	1.010.975.920
b) Comptes à échéance	687.704.622
Comptes de particuliers :	
a) Comptes à vue.....	616.208.284
b) Comptes à échéance.....	184.192.061
c) Comptes d'épargne à régime spécial.....	1.724.416.835
Bons de caisse.....	439.317.839
Comptes de régularisation, provisions et divers.....	532.338.938
Créditeurs divers.....	17.457.480
Réserves.....	104.511.078
Capital.....	200.000.000
Report à nouveau.....	42.710.445
Total du Passif (en C.F.P.)	5.616.031.053

Certifié conforme aux écritures :

M. Georges Pradère-Niquet — Président du Directoire

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: M. METUA Pierrot
Président	: M. HOATA Ferdinand
Vice-président	: M. TAPUTU Teuru
Secrétaire-trésorier	: M. TISSERON Edmond
Secrétaire-trésorier adjoint	: M. VAITU Eugène
1er assesseur	: M. MAITUI Terii
2e assesseur	: M. MAITUUI Teuruararii

Certificat de dépôt n° 13 du 4 janvier 1978.

COOPERATIVE DES PECHEURS ET AQUACULTEURS DE VAITAPIHA (TAIRAPU-EST)**EXTRAITS DE STATUTS**

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents statuts, une société coopérative dé-

nommée VAITAPIHA (TAIARAPU-EST). La circonscription territoriale comprend : la section de commune de TAUTIRA. La coopérative a pour objet l'achat de produits nécessaires aux sociétaires, la commercialisation et la transformation des produits collectés auprès des sociétaires, la caution mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la coopérative est fixée à cinquante années. Le siège est établi à Tautira.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: M. DEANE Walter
Vice-président	: M. NUUPURE Voltaire
Secrétaire-trésorier	: M. MATAI Hana née PIFAO
Secrétaire-trésorier adjoint	: M. PIFAO Tehei
1er assesseur	: M. TERIITEHAU Manarii
2e assesseur	: M. VESELSKY Anthony

Certificat de dépôt n° 15 du 4 janvier 1978.

TAAPUNA SURF-CLUB

COMPOSITION DU BUREAU POUR 1978 :

Président d'honneur	: ATENI Léopold
Président	: COULON Paul
Secrétaire	: TEPA Pierrot
Trésorier	: BRILLANT Roland
Directeur des compétitions	: FLORES Ben
»	: ORBECK Hans
»	: BATANI Albert
Directeur sportif	: PAOFAI Eric
»	: HAREHOE Arsène
Comptable des compétitions	: BRILLANT Roland
»	: CARROLL Eimata

ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE CATHOLIQUE DE FAAA

Extraits de Statuts

L'Association dite " Association Sportive du Collège Catholique de Faaa fondée le 26 janvier 1978 a pour objet d'organiser, de développer, en prolongement de l'éducation physique et sportive donnée pendant les heures de scolarité, l'initiation et la pratique sportives pour les élèves qui y adhèrent. Elle a son siège normal dans l'établissement à Faaa.

Composition du bureau :

Présidente	: Mme TREPANIER Mariette
Trésorière	: Mme GODBOUT Madeleine
Secrétaire	: M. JUAN Jean-François
Membre	: Mlle HORLEY Myrella
»	: M. MAINO Isidore

Récépissé n° 2455 AA du 6 février 1978.

ASSOCIATION SPORTIVE " LES JEUNES TAHITIENS "

COMPOSITION DU COMITE DE DIRECTION POUR L'ANNEE 1978 :

Président d'Honneur	: Abel BLOUIN
Président	: Jacques THUNOT
1er Vice-Président	: Taua TOREA
2e Vice-Président	: Charles TEAHA
Secrétaire Général	: Charles MAONI
Secrétaire Générale Adjointe	: Yvette ROCHETTE
Trésorier Général	: Claude ROCHETTE
Trésorier Général Adjoint	: Arthur AGNIERAY
Commissaire aux comptes	: Jean-Claude AGNIERAY
»	: Eugène TEAHA
»	: Jean-Claude ARIOTIMA

COOPERATIVE DES PECHEURS ET AQUACULTEURS PIRAA ORIE (PAPARA)

EXTRAITS DE STATUTS

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents statuts, une société coopérative dénommée PIRAA ORIE. La circonscription territoriale comprend : la commune de PAPARA. La coopérative a pour objet l'achat de produits nécessaires aux sociétaires, la commercialisation et la transformation des produits collectés auprès des sociétaires, la caution mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la coopérative est fixée à cinquante années. Le siège est établi à la Mairie de Papara.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: M. LEHARTEL Michel
Président	: M. TAMUI Léon
Vice-président	: M. TAAVIRI Emile
Secrétaire-trésorier	: M. DUBOIS Gaston
Secrétaire-trésorier adjoint	: M. ATU Roland
1er assesseur	: M. TAHARIA Emile
2e assesseur	: M. MOTAHU Edouard

Certificat de dépôt n° 16 du 4 janvier 1978.

SOCIETE COOPERATIVE DE PECHE ET D'AQUACULTURE DE TAIARAPU-OUEST

EXTRAITS DE STATUTS

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents Statuts, une Société Coopérative de Pêche et d'Aquaculture dénommée : TAIARAPU-OUEST. La Circonscription Territoriale comprend : TAIARAPU-OUEST.

Elle a pour objet l'achat de produits nécessaires aux Sociétaires, la Caution Mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de

tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la Coopérative est fixée à cinquante années.

Le siège est établi à : La Mairie de VAIRAO.

Composition du premier conseil d'Administration

Président d'honneur	: DOOM Roger
Président	: VAN BASTOLAER Henri
Vice-président	: TAPATOA Henri
Secrétaire trésorier	: PICARD Maurice
Secrétaire trésorier adjoint	: TAUATITI Averii
1er assesseur	: FAUA Tetuanui
2e assesseur	: CHEUNG Emile.

Certificat de dépôt n° 1704 du 29 décembre 1977.

AMICALE DES ENTREPRENEURS DE TAXIS DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Extraits de Statuts

Il est créé, sous l'égide de la loi du 1er juillet 1901, une association dénommée " AMICALE DES ENTREPRENEURS DE TAXIS DE LA POLYNESIE FRANCAISE ". Son siège est fixé à PAPEETE et sa durée est illimitée.

Elle a pour buts : - le regroupement de tous les entrepreneurs de taxis dans un but amical et professionnel ; l'étude des problèmes spécifiques, etc...

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: MM. TEPA Taaroarimaiturai
Vice-Président	: PEU Philippe
Secrétaire général	: GOBRAIT John di Dini
Secrétaire général adjoint	: TAUTUMAPIHAA Louis Tautu
Trésorier	: MATI Raymond
Trésorier adjoint	: HUAATUA Mahei
Assesseur	: TAHUHU Tevahitua
Assesseur	: TAUAROA Teiva

Récépissé n° 2479 AA du 7 février 1978.

COOPERATIVE DES PECHEURS ET AQUACULTEURS DE TAIARAPU (AFAAHITI)

EXTRAITS DE STATUTS

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents statuts, une société coopérative dénommée TAIARAPU (AFAAHITI). La circonscription territoriale comprend : la section de commune de Afaahiti. La coopérative a pour objet l'achat de produits nécessaires aux sociétaires, la commercialisation et la transformation des produits collectés auprès des sociétaires, la caution mutuelle entre les sociétaires concernant les prêts accordés, individuellement à ceux-ci, l'utilisation de matériels en commun et la fourniture de tous services nécessaires aux sociétaires. La durée de la coopérative est fixée à cinquante années. Le siège est établi à Afaahiti.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: M. OLIVER Eugène
Président	: M. GARBUTT Owens
Vice-président	: M. TEIHOARII Tony
Secrétaire-trésorier	: M. TEUPOOTAHITI Annick
Secrétaire-trésorier adjoint	: M. TEUPOOTAHITI Tetuaura
1er assesseur	: M. HAREHOE Augustin
2e assesseur	: M. MU Manuel

Certificat de dépôt n° 10 du 4 janvier 1978.

COOPERATIVE SCOLAIRE DU CENTRE INTERIELES DE MAKEMO

EXTRAITS DE STATUTS

A partir du 1er janvier 1978, il est formé, entre les élèves de Makemo une coopérative scolaire dont le siège est à l'école.

La coopérative scolaire a pour objet de créer et de développer parmi les élèves l'esprit de compréhension d'entraide et de solidarité, de resserrer les liens d'amitié entre l'école et les parents d'élèves etc...

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: GUEHO Alain
Secrétaire général	: BLAIS Pierre
Secrétaire adjoint	: TEIRI Bertha
Trésorier général	: FARAIRE Alice
Trésorier adjoint	: TEHUIOTOA Fatarii
Membre	: TOKORAGI Félix
»	: GUEHO Michèle
»	: GALIACY Marie-Paule
»	: PICARD-ROBSON Gérard
»	: TEIRI Athanas
»	: KAPIKURA Nita

Récépissé n° 2290 AA du 27 janvier 1978.

AMICALE DU RESEAU GENERAL RADIOELECTRIQUE (A.R.G.R.)

Le nouveau comité de direction de l'A.R.G.R. a été formé pour l'année 1978.

1er Président d'Honneur	: M. Jean LE VERT
2e Président d'Honneur	: M. Jean Baptiste Martin
Président	: M. Georges SAMUELA
1er Vice-Président	: M. Jean HARBONVILLE
2e Vice-Président	: M. Ernest POROI
Secrétaire	: M. Jacky BAUDRIN
Secrétaire adjoint	: M. Ernest CHUNGUE
Trésorier	: M. Francis DEXTER
Trésorier adjoint	: M. Michel CROUTE

AMICALE DES PENSIONNES DE LA MARINE MARCHANDE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Président d'Honneur à Vie	: Temarii TEAI
»	: René SOUFFRON
Président	: H. Jean HELME
1er Vice-Président	: Antoine COLOMBANI
2e Vice-Président	: Emile TEUPOOTAHITI
3e Vice-Président	: Jean NIORT
Trésorier	: Alfred RICHMOND
Trésorier Adjoint	: Tama MATEAU
Secrétaire	: O. Fariua ORBECK

AMICALE DES AGENTS, SURVEILLANTS ET PERSONNELS ADMINISTRATIFS DU LYCEE D'ETAT PAUL GAUGUIN

COMPOSITION DU BUREAU (Année 1978) :

M. DAMIDOT Jean	: <i>Président d'Honneur</i>
M. VOIRIN Jean-Marie	: <i>Président</i>
M. LA NEVE Mario	: <i>Vice-Président</i>
Mlle ROCHETTE Iris	: <i>Secrétaire</i>
Mme MOEVAI Laïza	: <i>Secrétaire</i>
M. PUNUA Taati	: <i>Trésorier</i>
M. EBB Ruben	: <i>Trésorier adjoint</i>
M. TISSIER Pierre	: <i>Commissaire aux comptes</i>
Mme TETUANUI Jeannette	: <i>Commissaire aux comptes</i>

PROCES VERBAL DE LA REUNION DE CONSTITUTION DU NOUVEAU BUREAU DU COMITE DIRECTEUR DE L'A.F.C.

(En date du 8 janvier 1978 à l'OPEL)

Président	: Olivier ANIHIA
1re Vice-Président	: Louise HIKUTINI, dite Fifi
2e Vice-Président	: Hilaire GIRE
Secrétaire	: Maurice GUITTENY
Secrétaire-adjoint	: Alfred TEITI
Trésorier	: Léon GIAU
Trésorier-adjoint	: Emmanuel PORLIER, dit Manu.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

Statistiques Douanières

Année 1976.

Prix : 800 francs.

Compte définitif

Année 1974.

Prix : 650 francs.

Code du travail

(Loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952)
(Edition mise à jour au 31 décembre 1974)

Prix de la brochure 1.000 francs.

Affiche

relative à la Loi sur la répression de l'ivresse publique
et sur la police des débits de boissons.

Prix 40 francs.

Textes

relatifs à l'intégration
dans la fonction publique métropolitaine.
(Corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française)

La brochure : 100 francs.

Code des investissements de la Polynésie française

Année 1977

Prix : 120 francs.

Cahier des clauses administratives générales concernant les marchés passés au nom du Territoire de la Polynésie française

(Arrêté n° 4158 TP du 14 décembre 1966).

Prix : 100 francs.

Supplément au Code des Impôts Directs

(Mis à jour au 31 décembre 1975).

Prix : 250 francs.

Réglementation

des loyers des locaux à usage commercial et artisanal
et des locaux à usage professionnel

(Délibérations n°s 71-110 et 71-111 du 12 juillet 1971
publiées au J.O.P.F. du 15 septembre 1971).

Prix : 100 francs.

Réglementation

des marchés administratifs de toute nature passés au
nom du Territoire de la Polynésie française.

Prix : 100 francs.

Affiche

sur les accidents du travail.

Prix : 10 francs.